

NOTRE NOUVELLE

*vie*

# Synthèse de la consultation

27 avril - 5 juillet 2020

**bluenove**  
opening organizations.

**cognito**

**TF1 LCI**

**SciencesPo**

# Sommaire

<b>1</b>	<b>À propos de “Notre nouvelle vie”</b>	2
<b>2</b>	<b>Chiffres clés</b>	3
<b>3</b>	<b>Les principaux enseignements de la consultation</b>	5
<b>4</b>	<b>Synthèse du questionnaire</b>	
	<i>Vivre à distance</i>	6
	<i>Nos libertés</i>	12
	<i>L’arbre des enjeux</i>	16
<b>5</b>	<b>Les valeurs Notre nouvelle vie</b>	18
<b>6</b>	<b>Focus sur la question écologique</b>	19
<b>7</b>	<b>Synthèse du débat :</b>	
	<i>Vivre à distance</i>	21
	<i>Télétravail et vie privée / vie professionnelle</i>	24
	<i>Enseignement à distance</i>	26
	<i>Lieux de vie</i>	
	<b><i>Environnement</i></b>	
	<i>Renoncements et nouveaux comportements</i>	28
	<b><i>Place de l’État et rôle du citoyen</i></b>	
	<i>Contrôles et libertés, responsabilité individuelle</i>	30
	<i>Rôle de l’État</i>	32
	<b><i>Inégalités</i></b>	
	<i>Inégalités face à la crise</i>	34
	<b><i>Activités et métiers essentiels</i></b>	36
<b>8</b>	<b>Imaginons le monde post-Covid-19 : des récits de participants</b>	39
<b>9</b>	<b>Mots de conclusion</b>	45
<b>10</b>	<b>Annexe</b>	
	<i>Le top 100 des préoccupations citoyennes</i>	47

# À propos de “Notre nouvelle vie”

TF1, LCI et Sciences Po ont lancé le 27 avril 2020 « Notre Nouvelle Vie », en partenariat avec bluenove et Cognito, une consultation citoyenne pour inventer ensemble le monde post-coronavirus. Il s’agissait de répondre à la question suivante : *la crise sanitaire va-t-elle apporter des changements dans notre nouvelle vie ?*

Cette crise a profondément bouleversé notre quotidien : interactions sociales, travail, éducation, libertés, toutes les cartes sont rebattues. Il semblait donc tout à fait pertinent de faire s’exprimer les citoyens, de la manière la plus ouverte et la plus libre possible, sur leurs angoisses, leurs envies et leurs espoirs concernant le « monde d’après ».

La consultation numérique Notre Nouvelle Vie a permis de recueillir plus de 62 000 contributions qualitatives exprimées par plus de 5700 participants. Elle s’est déroulée du 27 avril au 5 juillet 2020. Un format riche a été retenu, composé de 3 modalités distinctes d’expression :

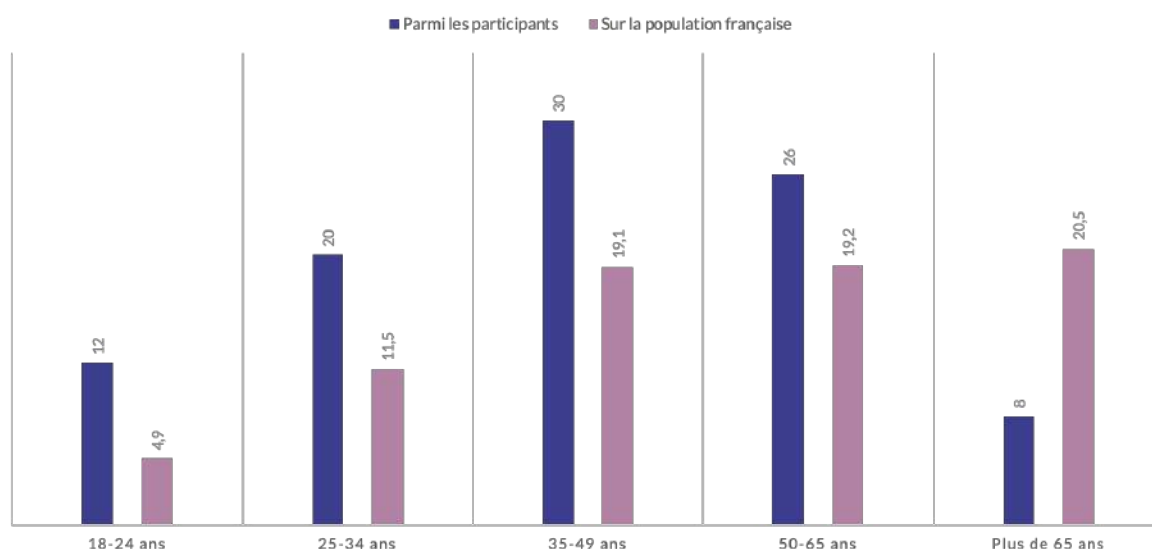
1. **Un questionnaire ouvert : il s’agissait de répondre à une vingtaine de questions ouvertes** co-conçues avec Sciences Po, TF1 / LCI, bluenove et Cognito autour de trois grandes thématiques : Vivre à distance, Nos libertés et Le monde de demain. Cette phase consultative a permis de recueillir les enjeux et préoccupations des citoyens, et d’alimenter la phase suivante.
2. **Un débat argumenté : il s’agissait de dialoguer et d’échanger en ligne pour affiner les enjeux communs et co-construire des propositions éventuelles.** Cette deuxième phase plus « concertative » a donné la possibilité à tous les participants de confronter leurs idées à celles des autres (incluant un « pour ou contre » accompagné d’un vote) autour de cinq grandes thématiques extraites des conclusions de la phase de questionnaire ouvert :
  - Notre quotidien demain : télétravail, enseignement à distance, équilibre vie privée/vie professionnelle, lieux de vie, comment vivrons-nous dans un monde post-Covid ?
  - Environnement : à quoi devrait-on renoncer pour mieux protéger l’environnement ?
  - Place de l’État et rôle du citoyen : contrôles et liberté, responsabilité individuelle et rôle de l’Etat, faut-il aller vers plus ou moins d’Etat ?
  - Inégalités : comment réduire les inégalités renforcées par la crise sanitaire et diminuer les fractures sociales ?
  - Activités et métiers essentiels : quelles productions indispensables relocaliser en France ou en Europe et comment réconcilier l’utilité sociale et la rémunération des métiers essentiels ?
3. **Des récits utopiques : il s’agissait d’inventer, sans contrainte, le monde de demain par le recours à l’écriture de récits fictionnels libérant les imaginaires.** Les participants étaient invités à raconter la vie dont ils rêveraient post-crise en rédigeant leurs histoires dans un format libre et multimédia (texte, vidéo, dessin, etc.).

## Chiffres clés



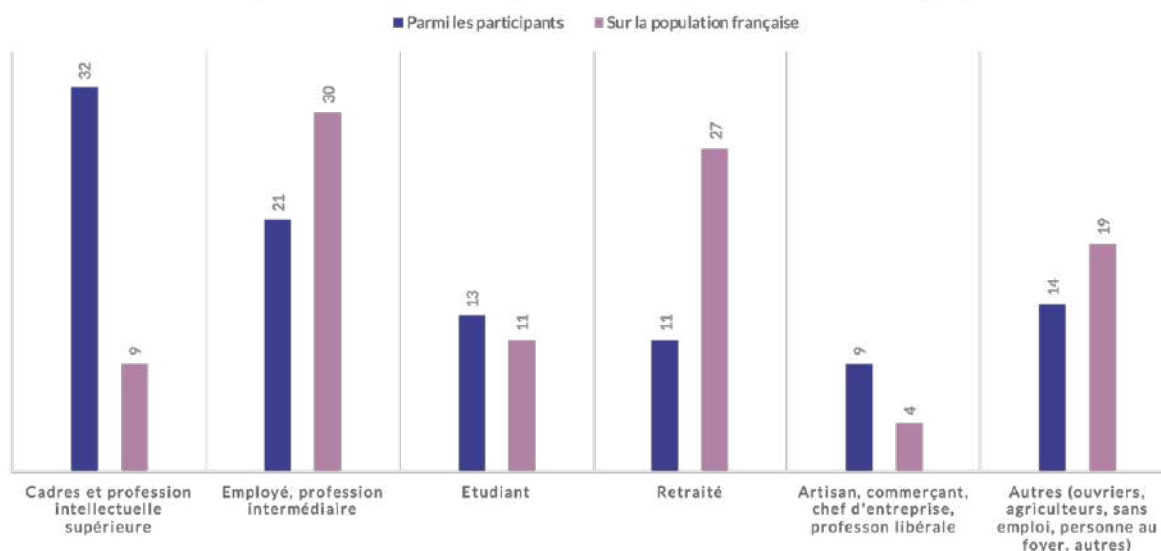
Avec 62 350 contributions citoyennes et 24 500 idées référencées, la consultation Notre Nouvelle Vie a été particulièrement riche et active. **C'est la consultation ouverte la plus dotée en contributions libres parmi les 12 consultations citoyennes lancées par la société civile pendant la crise du Covid-19.** Elle représente plus de 60% de l'ensemble des contributions en open data collectées par le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) pendant la période.

### Répartition par âge (%)



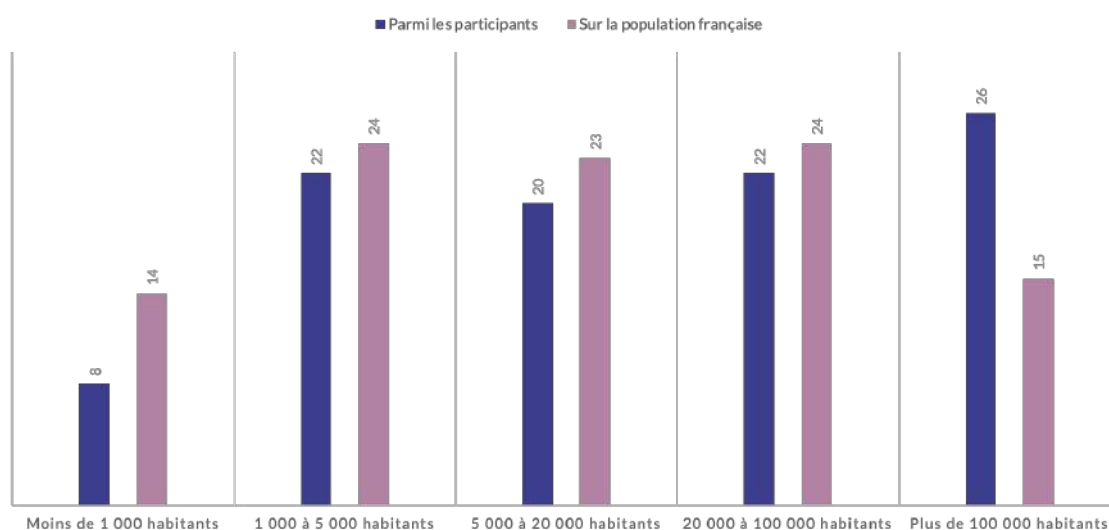
Avec une représentation plus forte de tous les segments d'âge jusqu'à 65 ans par rapport à la population française, Notre Nouvelle Vie réussit à mobiliser les jeunes, notamment ceux de 18 à 24 ans, traditionnellement peu actifs dans ce type de consultation citoyenne. Il est à noter que même si la classe d'âge de plus de 65 ans est sous-représentée par rapport à la moyenne nationale (8% contre 20,5%), ce résultat est à mettre au crédit de la démarche du fait de la nature strictement digitale de la consultation. Les plus de 65 ans participent en effet généralement très peu aux initiatives consultatives numériques de la *civic tech*. Il est fort probable que l'audience de TF1 ait permis de gommer l'auto-exclusion traditionnelle des citoyens plus seniors.

## Répartition par catégorie socio-professionnelle (%)



Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont fortement représentés parmi les participants à Notre Nouvelle Vie. Cela explique vraisemblablement l'engouement des réponses collectées autour du télétravail et des lieux de vie (la mobilité géographique étant souvent plus accessible pour les cadres que pour les ouvriers, agriculteurs ou artisans).

## Répartition par taille de la commune (%)



On notera une **représentativité particulièrement équilibrée** de l'échantillon de participants à Notre Nouvelle Vie sur le plan de la répartition de la taille de la commune d'habitation. Si les villes de plus de 100 000 habitants sont surreprésentées, ce qui est classique dans les consultations citoyennes digitales, il est beaucoup plus rare de respecter peu ou prou la répartition nationale des villes de 1000 à 5000 habitants, de 5000 à 20 000 habitants et de 20 000 à 100 000 habitants. **La géographie des citoyens de Notre Nouvelle Vie est donc particulièrement isomorphe du territoire national.**

# Les principaux enseignements de la consultation

- 1 La **transition écologique** est la préoccupation la plus spontanément partagée par les citoyens ayant participé à la consultation, alors même que Notre Nouvelle Vie s'inscrivait dans une actualité moins environnementale que sanitaire.
- 2 L'impératif environnemental s'exprime prioritairement dans les gestes du **quotidien** : il s'agit de réaliser la transition écologique en transformant concrètement nos comportements, nos **modalités de déplacement** et nos **modes de consommation**.
- 3 Les citoyens interrogés privilégient un **rééquilibrage vie privée - vie professionnelle** : un nouveau **pacte social** naît autour de la reconquête du temps pour soi et du rapport au travail, plébiscitant notamment le développement du **télétravail**.
- 4 Notre Nouvelle Vie décrit une France qui veut "**prendre le temps de vivre**" auprès de sa famille et de ses proches, plaidant pour une forme de **décélération** plutôt que de décroissance. Manifestation la plus visible : le changement de lieu de vie devient une option, et non plus un fantasme, pour de nombreux citoyens. **Et si nous vivions en campagne plutôt qu'en centre-ville ?**
- 5 Toutefois, les contraintes liées à la vie à distance ne sont pas évacuées. Les citoyens distribuent les bons et les mauvais points sur le numérique : **oui au télétravail, à la télé-médecine** et (sélectivement) au commerce en ligne, **non au télé-enseignement** et aux relations sociales durablement virtuelles.
- 6 En corollaire, le **rôle du local et des territoires** est jugé majeur : c'est à un pouvoir **décentralisé**, au plus proche des réalités du terrain, que la plupart des participants font appel. Cette demande forte de **proximité** s'exprime à tous les niveaux : relocalisation de la production, circuits courts et commerces de proximité, ancrage des services publics au plus près des citoyens et reprise du mouvement de décentralisation contre un jacobinisme décrié.
- 7 Sur le plan des valeurs, les  $\frac{2}{3}$  des participants seraient **prêts à renoncer à différentes libertés** pour davantage de sécurité face aux pandémies. Et 68 % considèrent que traiter des groupes de personnes différemment serait acceptable en cas de nouvelle crise sanitaire (**discrimination positive** pour protéger les personnes les plus à risque), même si cela met à mal certains principes constitutionnels.
- 8 La question démocratique fait moins référence à la volonté d'inventer les outils d'une démocratie participative plus ambitieuse qu'à l'exigence de **plus de transparence** de la part de l'État. La question de la légitimité de l'expertise (quels experts ? Pourquoi eux ?) et celle des "consensus scientifiques" polarisent les échanges, dans un contexte où les choix du gouvernement ont été parfois perçus comme contradictoires et opaques.
- 9 A la base du consensus citoyen figurent également les préoccupations liées à la **santé et à la solidarité** : assurer davantage de justice sociale ainsi qu'une meilleure répartition des richesses pour réduire les inégalités d'une part, renforcer le système de santé et la protection sociale d'autre part.
- 10 Enfin, certains thèmes sont peu évoqués. Ce sont les sujets "**angles morts**" : notamment, la question des **inégalités femmes - hommes** pendant la crise sanitaire (et au-delà), la problématique de l'**éducation**, relativement inexplorée, ou encore le **rôle des médias** pendant la pandémie, étonnamment absent des débats.

# Synthèse du questionnaire

## Vivre à distance

Dans l'ensemble de l'analyse qui suit, les pourcentages correspondent à l'expression spontanée des répondants (pas de question fermée ou de questions à choix multiples induisant les réponses). Parmi l'ensemble des options de réponses possibles, un taux de 10 à 15% est donc jugé élevé en valeur relative.

Les participants se sont tout d'abord exprimés sur leur expérience de « vie à distance » pendant le confinement. Travail, enseignement, médecine, relations sociales, les questions portaient sur plusieurs aspects du quotidien ainsi que sur les changements durables qui pourraient naître des nouvelles pratiques numériques ayant émergé au cours de cette période.

### Travail à distance

Les participants ont pu témoigner de leur expérience du télétravail et des perspectives ouvertes par le développement de cette pratique. **Leurs retours sont largement positifs** (74 % de propositions positives). Certains ont même souligné qu'ils étaient **plus efficaces en télétravail** que chez eux : réunions plus courtes, moins de distraction et de sollicitation de leurs collègues, moins de perte de temps et de fatigue liées aux déplacements, etc. Certains par ailleurs y voient le **futur du travail**, et estiment que le télétravail doit être généralisé à l'avenir (9% des propositions).

Bénéfices du travail à distance les plus fréquemment mentionnés		% des propositions
⇒	Le télétravail fait gagner du temps : limitation des déplacements inutiles, efficacité améliorée...	28 %
⇒	Le télétravail est plus écologique et réduit la pollution.	10 %
⇒	Le télétravail réduit le stress, en offrant plus d'autonomie et favorise ainsi l'équilibre vie privée / professionnelle et les temps passés en famille.	10 %

Toutefois, le télétravail, bien qu'utile, n'est pas la panacée (14 % des contributions font état d'une expérience négative): **pas toujours adapté pour certaines professions**, il demande un **équilibre complexe à trouver entre vie privée et vie professionnelle**, un **environnement de travail** idoine (calme, bureau à part, pas d'enfants dont il faudrait s'occuper, etc.) et un **équipement technique** adéquat (connexion wifi rapide, matériel informatique fourni par l'entreprise, etc.). Le **besoin de contact** avec les collègues et la disparition progressive du **lien social** sont également mentionnés comme désavantages du dispositif.

Une solution médiane a émergé dans les contributions : autoriser plus souvent, au choix du salarié, le **recours au télétravail sur un temps partiel** (un à plusieurs jours par semaine par exemple).

## Enseignement à distance

Si les opinions exprimées sont largement en faveur du télétravail, les participants **sont nettement moins enthousiastes** sur l'enseignement à distance. Dans 36 % des propositions, les participants considèrent que **l'enseignement à distance ne doit pas être étendu, voire même supprimé**.

Inconvénients de l'enseignement à distance les plus fréquemment mentionnés		% des propositions
⇒	L'enseignement à distance est difficile à gérer pour les familles.	7 %
⇒	L'enseignement à distance prive les élèves de contact humain, de lien social.	6 %
⇒	L'enseignement à distance accentue les inégalités sociales (liées tant à des différences d'équipement qu'à la capacité des parents à suivre leurs enfants).	5 %

Contraintes logistiques familiales, manque d'interaction avec l'enseignant et les autres élèves, inégalités en termes de capital culturel des parents, fracture numérique et inégalités face aux outils informatiques sont autant de facteurs mentionnés de manière récurrente.

Dans 10 % des propositions toutefois, un avis plus mitigé se dessine : **l'enseignement à distance, bien qu'imparfait, peut se révéler utile selon les situations**. Le caractère exceptionnel de la crise sanitaire est bien évidemment invoqué, par des participants qui ajoutent la plupart du temps que le dispositif ne serait **pas tenable sur le long-terme**. Par ailleurs, un sous-groupe de contributeurs considère que le télé-enseignement peut se révéler pertinent en fonction de l'âge des élèves et de la matière enseignée : le distanciel serait notamment **plus facilement envisageable pour des élèves autonomes**, en particulier dans l'enseignement supérieur, ou en complément de l'enseignement présentiel, ou dans un contexte de formation continue.

La mise en place de l'enseignement à distance nécessite toutefois selon les participants certains **prérequis** : équipement et connexion internet (3 % des propositions), motivation, rigueur et capacité de concentration des apprenants (3 % des propositions), disponibilité des parents (2 % des propositions), ou même formation adaptée des enseignants face à cette nouvelle pédagogie (1 % des propositions).

Enfin, 20 % des propositions mettent en avant les différents avantages suivants liés au télé-enseignement : allègement des classes, **possibilité d'offrir une nouvelle approche pédagogique** (autonomisation plus rapide des enfants, apprentissage davantage centré sur soi, etc.), **baisse de la fatigue liée au temps de transport, alternance présentiel / virtuel** qui permettrait par exemple de mettre en place un soutien scolaire renforcé, etc. Le développement



de l'enseignement à distance permettrait aussi selon certains participants de rendre le contenu éducatif accessible à chaque individu, sans distinction d'âge, de niveau de vie, de moyens financiers ou de connaissances requises. Ainsi, **c'est une formule d'apprentissage qui pourrait être un excellent moyen de démocratiser la formation**, qui semble être adaptée aux personnes éloignées géographiquement du lieu où ils aimeraient poursuivre leurs études, aux adultes actifs ou aux personnes ayant décroché du système scolaire.

## Télémédecine

Progressivement apparue ces dernières années, la médecine à distance a connu un pic d'utilisation pendant le confinement. Cette **pratique a été très largement appréciée par les participants, qui mettent en avant ses avantages dans 69 % des propositions, chiffre particulièrement élevé.**

Bénéfices de la télémédecine les plus fréquemment mentionnés		% des propositions
⇒	La télémédecine est pratique : gain de temps, moins de déplacements, etc.	16 %
⇒	La télémédecine aide à désengorger les salles d'attente des cabinets médicaux et des urgences et à lutter contre les déserts médicaux.	13 %
⇒	La télémédecine permet de renouveler les traitements, médicaments, ordonnances, ou de faciliter le suivi des maladies chroniques.	10 %

Le développement de la télémédecine **est perçu de façon plutôt positive** par de nombreux répondants. Ils considèrent qu'elle peut être un **bon complément de suivi médical** ne nécessitant pas la présence physique d'un médecin, pour des pathologies bénignes ou dans le cadre d'un renouvellement d'ordonnances. Pour une large majorité des participants, il s'agit d'une **avancée très bénéfique**, qui permet de limiter les déplacements et les risques de contagion (salles d'attente, interaction avec un médecin exposé, etc.). La télémédecine contribue également à **désengorger les cabinets des professionnels de santé** et à **lutter contre les déserts médicaux**.

Cependant, les participants reconnaissent que **cette nouvelle pratique ne peut totalement remplacer la médecine en face-à-face** (26 %). Elle est avant tout utile pour des **pathologies simples, des "petits bobos" sans gravité** (13 %) ou pour un premier avis rapide. Elle **complète mais ne remplace pas le contact avec le médecin** (8 %). Selon les participants, le distanciel doit être pratiqué avec discernement, en fonction des situations de santé. Certaines pathologies, plus lourdes, nécessitent de toute évidence un suivi plus approfondi. Plusieurs participants manifestent également la crainte d'un diagnostic imparfait ou incomplet, voire un retard de diagnostic sur des pathologies graves. La **perte du lien social** avec son médecin (et la perte du soutien psychologique qu'il peut apporter) ainsi que le risque de créer une **médecine à deux vitesses** – qui défavorise encore davantage les patients ayant un accès limité aux outils numériques ou une connexion insuffisante – sont des réserves significatives exprimées par les participants.

## Commerce en ligne

Le commerce en ligne est considéré par les participants comme **un outil pratique et utile**, notamment en temps de pandémie, mais aussi pour certaines situations particulières (en **secteur rural** ou dans les **zones enclavées** par exemple). Toutefois, la crainte de renforcer le **chômage**, de créer des **emplois plus précaires** et de **faire disparaître** les commerces de proximité est particulièrement répandue. Certains participants estiment que le commerce en ligne doit être **repensé et régulé** afin de prendre en compte les contraintes sociales et environnementales. Cela permettrait, notamment, d'éviter de favoriser principalement les grandes **multinationales** de type Amazon.

Lorsqu'on demande aux participants, via une question fermée, s'ils souhaitent intensifier leurs achats en ligne après la crise, 37 % répondent par l'affirmative alors que **63 % déclarent ne pas souhaiter intensifier leur usage du commerce en ligne**.

Plusieurs répondants expliquent que cette crise a provoqué chez eux un changement de comportement au profit d'une **consommation plus responsable et plus locale**, attitude qu'ils aimeraient conserver par la suite. Le **contact avec le vendeur et avec le produit** est également un facteur clé expliquant la volonté des participants de ne pas poursuivre ou intensifier leurs achats en ligne après la crise. Enfin, certains répondants souhaitent tout simplement retrouver le plaisir de sortir et de prendre le temps de "faire les magasins" : le *shopping* entendu comme activité de loisir. Sont également cités le **rejet de la surconsommation**, les facteurs environnementaux (la surconsommation entraînant un bilan écologique déprécié) et le manque d'éthique de certaines entreprises de vente à distance.

Inconvénients du commerce en ligne les plus fréquemment mentionnés	% des propositions
⇒ Le commerce en ligne ne permet pas de voir, toucher, essayer les produits et prive de contact humain et de lien social.	14 %
⇒ Le commerce en ligne est néfaste pour l'environnement et pousse à la surconsommation.	5 %
⇒ Le commerce en ligne privilégie des multinationales peu vertueuses notamment sur le plan social (précarisation et destruction d'emplois).	4 %

Pour les partisans du commerce en ligne, le gain de temps, la rapidité et la praticité sont les principaux arguments mis en avant (9 % des propositions). Les achats les plus souvent mentionnés sont **l'alimentation, l'habillement, les achats culturels (livres, contenus multimédia, etc.) ainsi que les biens de consommation courante**. On retrouve également **l'électronique, l'électroménager, les produits rares et spécifiques difficiles à trouver en magasin, les produits de bricolage, les cosmétiques, la décoration et les loisirs créatifs**. Quelques participants ont également mentionné les produits lourds ou volumineux, difficilement transportables du magasin à son domicile. Enfin, pour les répondants qui

souhaitent intensifier leurs achats en ligne, **les produits locaux occupent une place importante parmi les types d'achats qu'ils aimeraient continuer à privilégier.**

Ainsi, pour les participants en faveur du développement du commerce en ligne comme pour les participants moins convaincus par cette pratique, **la préservation des commerces de proximité a été très fréquemment mentionnée** (24 % des propositions). Certains craignent que la vente en ligne pénalise, voire "tue" les petits détaillants, tandis que les défenseurs du virtuel considèrent qu'il s'agit avant tout d'une opportunité de soutenir les commerces de proximité : ces promoteurs de la vente en ligne font notamment référence au développement de nouveaux circuits courts sur le Web, comme cela a été mis en place par certains commerçants pendant le confinement.

## Outils numériques et relations sociales

Pour clore ce premier thème, les participants ont été invités à s'interroger sur leur utilisation des outils numériques, notamment dans la vie de tous les jours et dans le cadre de leurs relations sociales.

**64 % des propositions des participants font état des avantages des outils numériques, jugés tout à fait utiles pendant le confinement.**

Avantages des outils numériques les plus fréquemment mentionnés	% des propositions
➡ Les outils numériques permettent de garder le lien en toutes circonstances.	34 %
➡ Les outils numériques sont pratiques, facilitent la vie et font gagner du temps (recherche d'information, télétravail, démarches administratives...)	8 %
➡ Les outils numériques aident à rompre l'isolement, notamment en période de confinement.	6 %

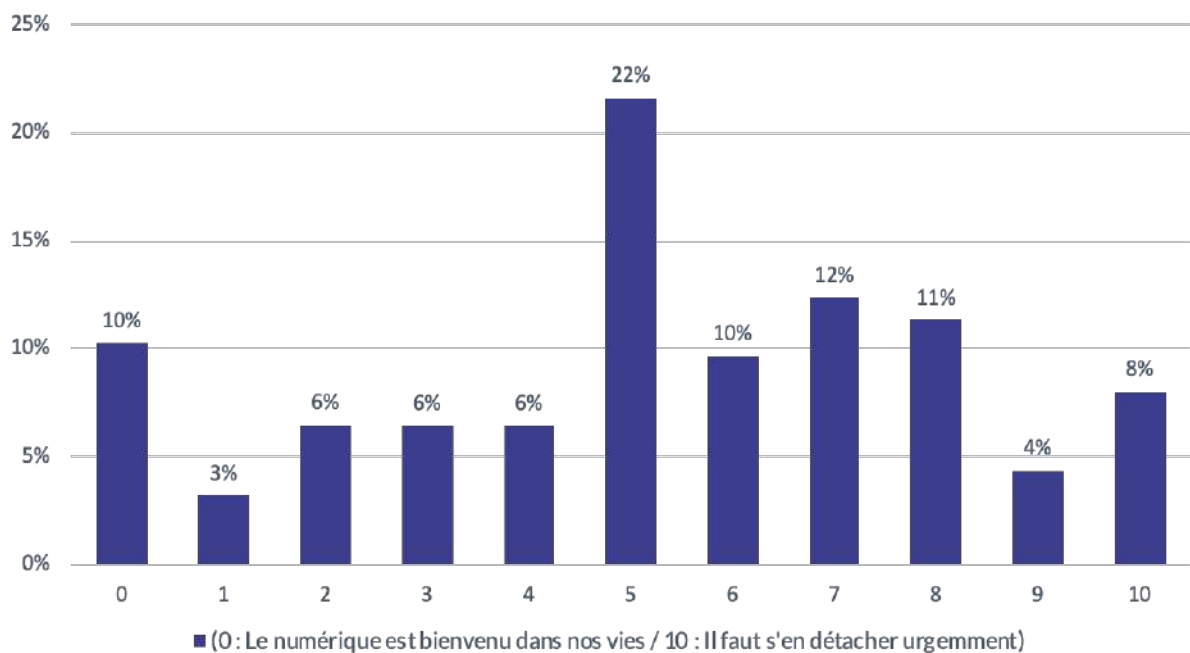
**Les participants demeurent toutefois mitigés sur l'idée que le numérique puisse prendre à l'avenir plus de place dans nos vies.** Dans 27 % des propositions, ces répondants reconnaissent que les outils numériques sont loin d'être parfaits. Pour nombre d'entre eux, **l'offre digitale ne permet pas de remplacer le contact humain et le monde réel** (19 % des propositions). Certains craignent même qu'une utilisation trop intensive du média numérique marque une rupture totale avec le lien physique et isole encore davantage les individus. L'angoisse de se diriger vers une société « déshumanisée » et fragmentée est directement exprimée, avec le risque que ces dispositifs virtuels occupent une place trop importante dans nos vies. D'autres peurs ont été mentionnées : **les risques d'une utilisation intensive des outils digitaux sur la santé** (aussi bien physique que mentale), **le sentiment d'intrusion dans la vie privée, ou encore la recrudescence des fake news et des contenus haineux sur les réseaux sociaux.** Les impacts environnementaux et la pollution numérique sont également cités par les participants.

Enfin, quel que soit l'accueil réservé au digital, certains participants ont souligné la **nécessité d'éviter à tout prix une fracture numérique qui créerait deux classes de citoyens** : les personnes équipées et en maîtrise d'une part, et celles qui ne le sont pas d'autre part. Ils considèrent qu'il faut veiller tout particulièrement à cette préoccupation, par exemple en développant des formations dédiées ou en aidant les familles en difficulté à s'équiper correctement.

### Enfin, quel que soit l'accueil réservé au digital, certains participants ont souligné la **nécessité d'éviter à tout prix une fracture numérique qui créerait deux classes de citoyens** : les personnes équipées et en maîtrise d'une part, et celles qui ne le sont pas d'autre part. Ils considèrent qu'il faut veiller tout particulièrement à cette préoccupation, par exemple en développant des formations dédiées ou en aidant les familles en difficulté à s'équiper correctement.

## Enfin, quel que soit l'accueil réservé au digital, certains participants ont souligné la **nécessité d'éviter à tout prix une fracture numérique qui créerait deux classes de citoyens** : les personnes équipées et en maîtrise d'une part, et celles qui ne le sont pas d'autre part. Ils considèrent qu'il faut veiller tout particulièrement à cette préoccupation, par exemple en développant des formations dédiées ou en aidant les familles en difficulté à s'équiper correctement.

# Enfin, quel que soit l'accueil réservé au digital, certains participants ont souligné la **nécessité d'éviter à tout prix une fracture numérique qui créerait deux classes de citoyens** : les personnes équipées et en maîtrise d'une part, et celles qui ne le sont pas d'autre part. Ils considèrent qu'il faut veiller tout particulièrement à cette préoccupation, par exemple en développant des formations dédiées ou en aidant les familles en difficulté à s'équiper correctement.



Les réponses à cette question montrent que malgré les nombreux avantages listés par les participants, ces derniers sont plutôt en faveur d'une vie qui ne soit pas excessivement centrée sur le numérique. Même si le digital facilite certaines tâches quotidiennes (notamment les démarches administratives), et même si son utilisation semble presque inéluctable aujourd'hui, de nombreux participants prônent un usage modéré du média numérique, une certaine frugalité face à un outil qui ne doit pas prendre le contrôle de nos existences.

# Synthèse du questionnaire

## Nos libertés

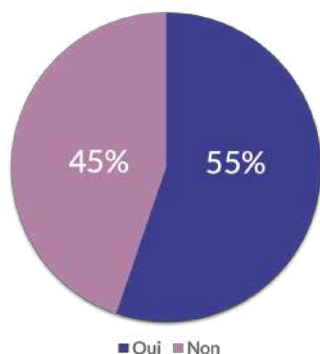
### Restrictions de libertés

Les participants ont d'abord été invités à s'exprimer sur leur vécu des restrictions de libertés pendant le confinement.

Alors que la moitié des réponses des participants décrivent un confinement qui s'est finalement « bien passé », l'autre moitié est beaucoup moins positive sur les privations engendrées. Certes, de nombreux participants ont accepté les restrictions de libertés au nom de l'intérêt général. Pour ces contributeurs, si la période n'a pas toujours été agréable, elle était à leurs yeux nécessaire. 5% des contributions témoignent d'un confinement pris "avec philosophie". Mais pour l'autre moitié des répondants, le confinement a été vécu comme une frustration. Dans 10% des propositions, les participants ont même fait part d'un fort **sentiment d'oppression**. La sensation d'être **bloqué chez soi** et la référence à l'image « carcérale » sont souvent mentionnées : l'expérience s'est révélée psychologiquement difficile, et parfois anxiogène. Le **manque de contact humain** est souvent mentionné (5% des propositions), et contribue à augmenter le sentiment de frustration.

Certains répondants partagent des ressentis plus graves, en s'inquiétant de la **dérive autoritaire étatique** que représentent des mesures non-librement consenties. L'impréparation de l'État est ainsi dénoncée. Certains participants ont considéré les restrictions incohérentes, notamment en milieu rural. Enfin, 2% des participations font état d'un **sentiment d'injustice**, notamment vis-à-vis des contrôles des forces de l'ordre, inégaux selon les lieux de vie.

Seriez-vous prêts à renoncer à un certain nombre de libertés pour lutter contre des pandémies comme celle du Covid-19 ?



55% des participants seraient prêts à renoncer à un certain nombre de libertés pour davantage de sécurité face à des pandémies comme le Covid-19.

Ainsi, parmi les libertés auxquelles les participants seraient prêts à renoncer, on retrouve en premier lieu la **liberté de circulation** (mentionnée dans 25 % des réponses), suivie par la **liberté de regroupement** (24 % des réponses), puis **l'exercice du droit de vote**, la **protection des données personnelles**, et les **sorties et activités culturelles**.

Certains participants sont prêts à **renoncer à toutes les libertés nécessaires** tant que la restriction est perçue comme absolument nécessaire et limitée dans le temps.

Pour les 45 % de participants opposés à l'idée d'une privation des libertés, la première justification est la **référence à la liberté** comme droit fondamental et inaliénable. La devise française a été citée à plusieurs reprises, et l'impossibilité de faire des concessions sur un droit républicain aussi important a été clairement exprimée. Ces participants font davantage confiance au civisme et à la **responsabilité de chacun** (10% des propositions), considérant qu'avec suffisamment d'explication et de pédagogie, **chacun saurait auto-adapter son comportement**, sans avoir recours à des mesures restrictives.

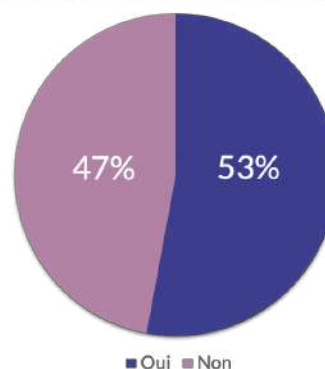
D'autres participants ont considéré par ailleurs que ces restrictions avaient été rendues nécessaires **du fait du manque de préparation des autorités**, et espéraient qu'en cas de nouvelle pandémie, l'État serait suffisamment préparé pour ne plus avoir à les imposer. L'État est parfois vivement critiqué, certains dénonçant **l'autoritarisme de ces mesures**, craignant une **impossibilité de retrouver les libertés perdues** et exprimant un **manque de confiance** envers le pouvoir politique.

### Partage des données médicales

53% des répondants accepteraient de laisser l'accès à leurs données médicales à davantage de personnes.

Les raisons principales qui poussent les participants à accepter de partager leurs données médicales avec davantage de personnes sont : la **possibilité d'être « mieux pris en charge » et plus rapidement** (19% des propositions), la **confiance accordée aux acteurs cités** (16 %), et la **volonté d'utiliser ces données afin d'assurer une meilleure gestion de l'épidémie** et de mener des politiques de santé publique circonstanciées, fondées sur des données plus précises.

**Pour mieux protéger la santé de la population, seriez-vous prêts à laisser à davantage de personnes l'accès à vos données médicales ?**



De façon très nette, les participants souhaitent que les personnes ayant accès à leurs données médicales soient **avant tout membres du corps médical** : en premier lieu sont cités les **médecins généralistes et spécialistes** (44 % des propositions), qui sont tenus au secret médical. Ensuite, les participants mentionnent la **sécurité sociale** (21 % des propositions) afin d'assurer un meilleur suivi des dépenses de santé et un remboursement plus facile. On retrouve enfin **l'État et les organismes étatiques** (ARS, HAS par exemple, 15 % des propositions), cités par les participants car ils sont chargés de mettre en place les politiques de santé publique.

Une catégorie particulière est source de défiance parmi les répondants : les assurances. Dans 2% des propositions, les participants expriment un **refus de partager leurs données** avec les

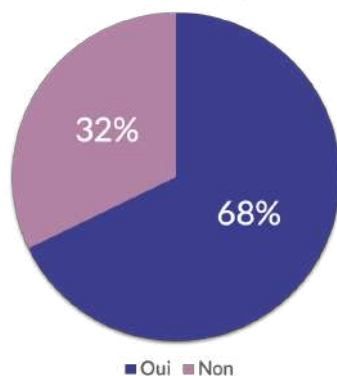
organismes assureurs. Ils expliquent cette réticence par la crainte de pratiques discriminantes si ces organismes avaient accès à des données médicales confidentielles.

Pour les 47% de participants refusant de transmettre les données à davantage de personnes, le caractère privé et personnel de ces données est le motif le plus mentionné. Ils vivent cette possibilité comme une **intrusion dans leur vie privée** (20 % des réponses), et estiment que seul le corps médical devrait avoir accès à ces données (18 % des réponses). Un **manque de confiance envers l'utilisation qui peut être faite** de ces données est également exprimé (15 % des réponses), en particulier par les acteurs privés. En effet, les risques de discriminations sur critères médicaux (embauche, obtention d'un prêt, prix d'une prime d'assurance, etc.) apparaissent comme un argument clé. Les participants craignent également une **sécurisation insuffisante** des données pouvant entraîner des vols ou des fuites d'information.

Certains participants enfin **ne comprennent pas l'utilité de l'utilisation de leurs données médicales** (5%), voire estiment que ces pratiques n'auront aucun effet sur la protection de la population en cas d'épidémie. Un sous-ensemble de répondants (4% des propositions) en appelle à **davantage d'informations et à un cadre réglementaire clair** (à qui, sous quelles conditions, pendant combien de temps, etc.) avant de donner accès à leurs données, ou souhaitent être en mesure de **donner leur consentement éclairé** à chaque utilisation de ces données.

## Traitement différencié

**Lors d'une prochaine pandémie, des groupes de citoyens pourraient être traités différemment les uns des autres. Cela vous semblerait-il acceptable ?**



Dans le cas d'une prochaine pandémie, 68% des répondants considèrent que traiter des groupes de personnes différemment serait acceptable.

Le traitement différencié devrait concerner **les groupes à risques en fonction des pathologies** (facteurs de comorbidité, personnes les plus à risque du fait de leurs antécédents médicaux, etc.) dans 16% des réponses, **les citoyens les plus âgés** (12%), puis **les zones géographiques les plus touchées** (9%).

Ce traitement différencié peut prendre plusieurs formes : **confinement sélectif, limitation des déplacements, isolement ou mise en quarantaine** des personnes appartenant à ces groupes. Il devrait aussi et avant tout viser à mieux protéger ("**discrimination positive**") : priorité pour les soins, pour les tests, masques et autres outils de protection, mise en place de canaux dédiés,

services spécifiques pour les personnes les plus vulnérables (livraisons à domicile par exemple), etc.

**Pour les 32% de participants qui s'opposent à la mise en place de traitements différenciés selon les populations, c'est le principe d'égalité qui prime.** Plus précisément, ils considèrent que les citoyens sont tous égaux et devraient être en ce sens traités de la même manière (23%). La  **crainte de discriminations, de stigmatisation ou de ségrégation** de certaines catégories de la population est fréquemment évoquée.

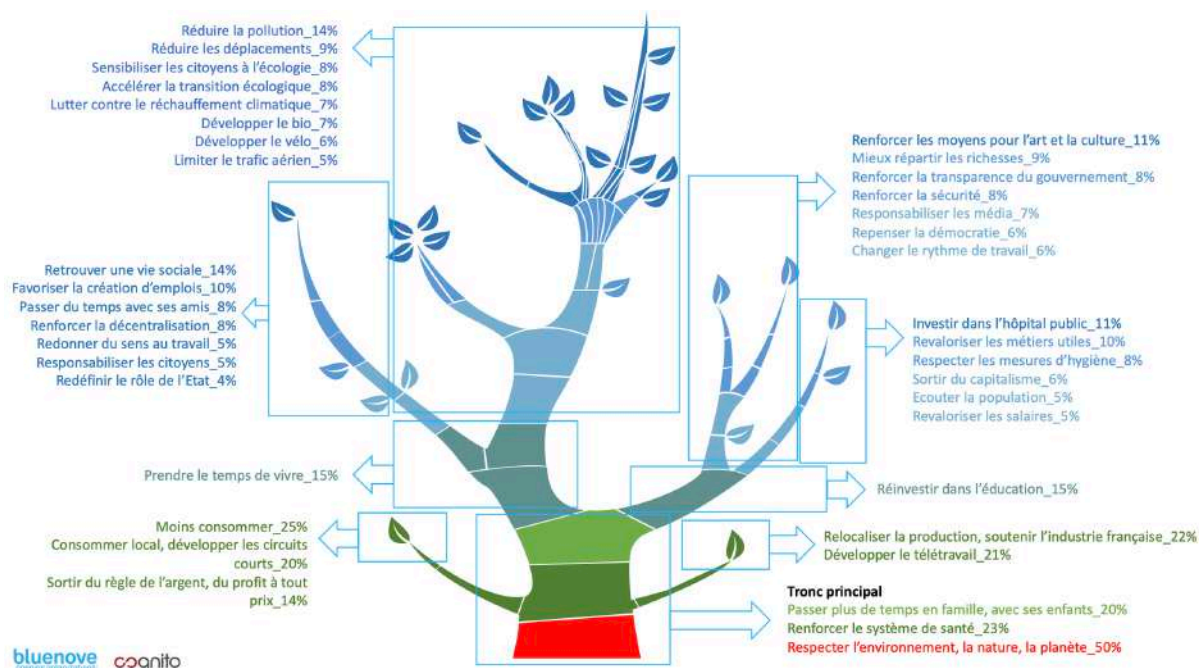
Ces participants estiment également qu'il est nécessaire **d'en appeler davantage à la responsabilité individuelle, que les personnes soient à risques ou pas.** L'État devrait selon eux mener une politique de santé publique axée sur la prévention et la sensibilisation, afin que chacun choisisse de s'exposer ou non, en toute connaissance de cause.



# Synthèse du questionnaire

## Le monde demain - L'arbre des enjeux

L'ensemble des réponses des participants au thème 3 du questionnaire « Le monde demain » a fait l'objet d'une analyse croisée permettant d'identifier les enjeux les plus partagés entre les répondants et les enjeux distinguant différents groupes d'opinion. Voici ci-dessous une représentation de cet arbre des enjeux, qui forme une cartographie des préférences citoyennes.



L'arbre des enjeux se lit de la manière suivante : les consensus (points de vue les plus **partagés**) figurent dans le tronc de l'arbre et les clivages sont représentés dans chacune des branches. Cette représentation synthétique vise à mettre en exergue les corrélations entre les préférences citoyennes (le plus fort niveau de partage se trouve dans le tronc A et il y a ceux qui pensent A + B dans une branche et ceux qui pensent A + C dans l'autre branche).

Dans le tronc commun figure un **socle de consensus (niveau de partage le plus élevé)** autour de **5 enjeux clés** : **respecter l'environnement, la nature et la planète (50% des contributions)**, **moins consommer (25%)**, **renforcer le système de santé (23%)**, **relocaliser la production et consommer local (22% et 20% respectivement)**, **développer le télétravail et passer plus de temps en famille avec ses proches (21% et 20% respectivement)**.

En somme, une **France verte, résiliente sur le plan sanitaire, soucieuse d'une consommation locale « raisonnée », d'une économie relocalisée plus indépendante, et d'un retour à l'essentiel, l'unité familiale.**

La branche à gauche de l'arbre représente un groupe de citoyens qui, au-delà du partage des 5 enjeux clés fortement partagés (environnement, santé, relocalisation, déconsommation, famille), se retrouvent sur l'enjeu clé consistant à "**prendre le temps de vivre**". Ce groupe prône une forme de **décélération**. Il se scinde à son tour en **deux sous-groupes d'opinion** :

- Ceux qui plaident pour une **protection de l'environnement avant tout dans la sphère privée** (réduire les déplacements, développer le bio, développer le vélo, limiter le recours à l'aérien), qui veulent faire la transition écologique au quotidien en transformant leurs comportements.
- Ceux qui expriment le souhait d'une **France décentralisée (régionale, non jacobine), ayant le souci de la qualité de vie et de la proximité**. Une France qui privilégie clairement la révolution du local.

La branche à droite de l'arbre décrit un groupe de citoyens qui **priorisent le réinvestissement dans l'éducation**. Ce groupe d'opinion exprime également la nécessité d'une **meilleure justice sociale** (revaloriser les métiers utiles, revaloriser les salaires, mieux répartir les richesses), avec un **rôle renforcé de l'État** (investir dans l'hôpital public, renforcer les moyens pour l'art et la culture) et une place accordée à la **démocratie participative** (renforcer la transparence du gouvernement, repenser la démocratie, responsabiliser les médias). Il s'agit d'une **autre France, beaucoup plus régaliennne**, marquée par un **idéal de lutte contre les inégalités et de renforcement du service public** (éducation, santé, culture).

# Les valeurs révélées par Notre Nouvelle Vie

L'analyse des valeurs exprimées par les citoyens permet de bâtir une "boussole" du monde post-Covid-19. Cette boussole s'articule autour des **3 valeurs cardinales** suivantes :

En premier lieu, une demande de plus d'**humanité**. 12,6% des contributions de Notre Nouvelle Vie mentionnent :

- Un besoin de lien social, de contact interpersonnel, de convivialité, de temps passé en famille et avec ses proches. La prégnance de cette valeur est clairement renforcée par l'expérience du confinement ;
- Une recherche d'humanité dans les relations sociales : écoute, confiance, bienveillance, empathie, fraternité, vivre ensemble, tolérance ;
- Une priorité accordée au partage, à l'échange, à la coopération et à l'entraide ;

**L'humanité traduit donc le souhait d'un monde traversé par le lien social et par un message d'empathie et de solidarité.**

En second lieu, une demande forte de **proximité**. 8,1% des contributions de Notre Nouvelle Vie expriment un **souhait du local à de multiples niveaux de la vie collective** (production, consommation, services publics et décentralisation), afin de renouer des liens d'utilité au sein des territoires.

Enfin, une troisième valeur qui aspire à une plus forte **responsabilité** : 5,6% des contributions de Notre Nouvelle Vie expriment un ensemble d'attentes autour du respect, de la responsabilité individuelle et collective et de l'éthique. En tant que citoyen, il s'agit de mieux respecter les règles (notamment dans le cadre d'une pandémie avec les gestes barrières) et de préférer la responsabilité individuelle à l'État protecteur (référence est faite à l'imposition des règles de confinement). En somme, **la responsabilité révèle le souhait d'un monde adulte, qui refuse l'égoïsme et l'individualisme, et qui réinvestit le sens du bien commun et de l'intérêt général.**

Au-delà de ces 3 valeurs cardinales, les deux autres valeurs les plus fréquemment exprimées sont la **solidarité** (5,2% des contributions) - dans un contexte de recherche d'une plus grande protection sociale qui doit se lire sous le prisme de la crise de santé publique que nous avons connue -, et la **liberté** (4,9%), dans la mesure où les Français ont vécu une expérience inédite de privation des libertés fondamentales (de mouvement, de regroupement).

Au travers des 3 principales valeurs révélées par la consultation Notre Nouvelle Vie - **humanité, proximité, responsabilité** - les citoyens qui se sont exprimés imaginent un monde d'après dans lequel ils sont prêts à s'investir de manière proactive **pour y prendre leur juste part, là où lors du Grand Débat National, ils appelaient de leurs vœux l'aide de la puissance publique.**

Pour rappel, les trois valeurs cardinales mises en avant par les contributions libres du Grand Débat National (GDN) étaient déjà : la **solidarité**, la **proximité** et la **citoyenneté**. La valeur humanité intégrant la solidarité, la valeur responsabilité intégrant la citoyenneté, la crise du Covid-19 ne fait donc que **confirmer et renforcer ce triptyque du GDN** en lui donnant plus de corps et de cohérence d'ensemble.

# Focus sur la question écologique

Le premier enseignement de la consultation **Notre Nouvelle Vie** est clairement lié à l'impératif écologique. 50% des contributions relatives au thème 3 (consacré au Monde d'après) mentionnent spontanément la nécessité de respecter l'environnement, la nature, la planète. **La transition écologique est donc de loin la première préoccupation des citoyens participants.**

Un consensus aussi fort peut surprendre dans la mesure où la consultation Notre Nouvelle Vie n'était pas spécifiquement orientée vers le thème de l'écologie. Elle bénéficiait plutôt de "l'effet de halo" de la crise sanitaire et aurait dû a priori orienter l'attention des répondants vers des préoccupations de santé, d'hygiène ou de résilience face aux risques.

Au-delà de la vertu de cette intention écologique générale, il est intéressant de se pencher sur les modalités concrètes d'appréhension de ce thème par les participants. Ceux-ci abordent l'impératif environnemental sous **trois angles distincts et complémentaires** :

## 1. Sous l'angle d'un nouvel équilibre entre vie privée et vie professionnelle

Un premier groupe d'opinion plaide en faveur d'un **rééquilibrage vie privée - vie professionnelle**, qui révèle un nouveau **pacte social autour de la reconquête du temps pour soi et du rapport au travail**. D'une part, côté vie privée, les citoyens relevant de ce groupe d'opinion défendent un plaidoyer en faveur d'un **ralentissement des rythmes** et en faveur de **nouvelles convivialités** avec leur famille et leurs proches. D'autre part, côté vie professionnelle, ils expriment une demande forte de **télétravail**, qui est la véritable révélation de la crise sanitaire et des revendications citoyennes post-Covid 19. L'impact du télétravail à 2 ou 3 jours par semaine sur les déplacements et sur la maîtrise des pollutions traduit la recherche d'une nouvelle sobriété.

## 2. Sous l'angle de l'évolution des modes de consommation et de production

Un second groupe d'opinion en appelle à un modèle de **consommation « raisonnée »** (consommer local, changer les habitudes de consommation) et de relocalisation de la production (soutenir l'industrie française, développer les circuits courts, limiter les importations, maîtriser les productions essentielles). Les citoyens concernés invoquent la nécessité d'une bascule vers un **système économique moins libéral**.

## 3. Sous l'angle d'une écologie du quotidien

Enfin, un troisième groupe d'opinion associe la transition écologique aux **gestes du quotidien** : réduire les déplacements, augmenter l'usage du vélo ou de la marche, réduire les déplacements en avion, consommer des produits bio, etc. La protection de l'environnement devient donc **une affaire personnelle, elle se vit "à hauteur d'homme"**. Il s'agit de réaliser la transition écologique en transformant concrètement nos comportements, nos modalités de déplacement, et même nos lieux de vie.

Il est fort possible que l'expérience du confinement ait été le déclencheur d'une prise de conscience collective de la *possibilité* même d'un changement de nos pratiques et habitudes du quotidien : chacun a pu réaliser qu'il était en effet possible d'avoir recours au télétravail, de consommer moins, de s'approvisionner en circuits courts, de mieux s'alimenter, et même de laisser de côté sa voiture pendant un temps.

Notons que la manière d'envisager la transition décarbonée a considérablement évolué depuis le Grand Débat National. En effet, l'esprit du Grand Débat face à l'urgence environnementale consistait plutôt à s'en remettre à l'État afin d'impulser les changements requis : soit de manière coercitive ou punitive (principe du pollueur - payeur), soit dans une logique d'investissement public massif dans les énergies renouvelables (voiture électrique, éolien, hydrogène, solaire).

**L'écologie pour les citoyens de 2019, c'était un peu d'incantatoire (luttons contre le changement climatique pour sauver la planète), et beaucoup de régalien (l'État à la manœuvre). L'écologie post-Covid 19 est devenue l'affaire de chacun.**

# Synthèse du débat : Vivre à distance

## Télétravail et vie privée / vie professionnelle










**Rappel du questionnaire :** « Le télétravail a dans l'ensemble été plutôt apprécié par les Français qui ont eu l'occasion de le pratiquer pendant les deux mois de confinement, et qui pour certains le pratiquent encore pendant le déconfinement. *Selon vous, quelles seraient les nouvelles formes de télétravail à imaginer si vous souhaitez qu'il perdure après la crise sanitaire ? Quel nouvel équilibre entre vie privée et vie professionnelle privilégier ?* »

### Enjeux clés

Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- **Généraliser la pratique du télétravail sans jamais l'imposer à 100%**
- **Faciliter le travail à distance** qui permet de limiter les temps de déplacement
- **Créer un climat de confiance** avec la hiérarchie dans l'entreprise afin d'assurer un télétravail bienveillant et acceptable / accepté par tous.
- **Maintenir le dialogue social** - et la contestation sociale ! - en dépit d'un fonctionnement à distance via le télétravail.
- **Donner accès à un équipement dédié pour les télétravailleurs** (PC portable, smartphone, VPN, etc.) sans compter sur les équipements personnels des salariés.
- **Maintenir les moments de rencontre physique** et de convivialités en entreprise, facteurs de cohésion et de culture interne.
- **Prendre en compte les difficultés du télétravail pour les parents** avec enfants.
- **Instaurer le télétravail au travers d'une négociation paritaire d'entreprise impliquant les corps intermédiaires** (patronat – syndicats - représentants du personnel).
- **Permettre aux personnes à mobilité réduite d'avoir – via le télétravail - une activité professionnelle** sans les contraintes de déplacement et d'adaptabilité du lieu de travail.
- **Financer les infrastructures publiques d'accueil des télétravailleurs** dans des espaces de co-working dédiés de type tiers lieux (intermédiaires entre l'habitation privée et le lieu de travail).

## Exemples de propositions citoyennes discutées :

-  **Former les managers** (tout particulièrement le « middle management ») au management à distance afin d'optimiser à la fois la productivité et le bien-être des collaborateurs pendant le télétravail.
-  **Créer davantage de tiers lieux et d'espaces de co-working permettant de faciliter le travail à distance** (lieux intermédiaires entre le lieu d'habitation et les espaces de bureaux professionnels) afin d'éviter les temps de déplacements.
-  **Proposer à chaque entreprise d'avoir recours à une plateforme de gestion du télétravail** permettant d'avoir une visibilité sur les besoins et les ressources, d'anticiper les jours de télétravail des collègues et de gérer la question des travailleurs isolés.
-  **Installer des espaces de co-working multi-services** (crèches, soutien scolaire, etc) dans les gares afin d'optimiser les déplacements.
-  **Repenser l'aménagement des bureaux d'entreprises pour en faire des lieux de convivialité** et de réunions d'équipes dédiés à des temps collectifs plutôt que des lieux pensés pour le travail individuel.
-  **Faire prendre en charge par l'employeur l'aménagement des postes de travail à domicile** (ergonomie des sièges, grands écrans, etc.) en puisant dans les économies de charges immobilières liées à la réduction des surfaces de bureaux.
-  **Mieux gérer la prévention des risques liés au télétravail** (risques physiques de type troubles musculo-squelettiques ou visuels, droit à la déconnexion, risques de *burn-out*, etc.).
-  **Augmenter les amplitudes horaires des entreprises et administrations du fait d'un recours élargi au télétravail** (tôt le matin, tard le soir) tout en réduisant le temps de travail à 28 ou 32h/semaine.
-  **Développer des activités sociales au sein des entreprises ou en inter-entreprises**, pour créer des moments de partage permettant de rompre l'isolement des télétravailleurs.

## Controverses !



*"J'ai profité de mon entretien annuel pour demander le télétravail 2 à 3 jours par semaine, et de manière modulable en fonction du travail à faire : bref, d'être libre de m'organiser. Cela pose une question importante : faut-il avoir de l'ancienneté dans le poste et la fonction pour y avoir accès ?" - Jean B.*

*"Si je dois me mettre en grève, je vais communiquer d'abord en changeant mon avatar avec un gros EN GRÈVE dessus. Je vais mettre un message d'absence à destination des collaborateurs internes qui va indiquer "je suis en GRÈVE", je vais répondre aux sollicitations comme ça, et communiquer sur ce statut. Les tracts ? Un mail. Le piquet ? Le réseau social d'entreprise, les groupes WhatsApp ou le Telegram de tchat." - Matcha*



*"Le télétravail en France, doit être la révolution sociale majeure de la première moitié de ce siècle." - JB*

### Point de vue de bluenove sur le débat :

**Les vertus du télétravail sont plébiscitées par les participants** : nombre de contributions listent les avantages clés pour l'employé et l'employeur. Il semble se dessiner un consensus pour un télétravail entre 2 à 3 jours par semaine et une demande d'être libre et autonome dans l'organisation de son temps de travail. Un autre consensus se dégage sur la nécessaire flexibilité du télétravail pendant la semaine (pas de jours fixes), tout en conservant des plages communes de présence au bureau.

**De manière générale, les participants évoquent le souhait d'un nouveau "pacte social" autour du travail, avec un rythme de vie plus apaisé, une diminution du temps de travail hebdomadaire, des villes désengorgées, un besoin de ralentissement et de "retour aux sources"**. Le confinement a montré aux citoyens qu'un autre rythme de vie était envisageable. Certains participants ont également fait part d'un besoin d'activités qui rassemblent, de temps de partage qui permettent de (re)créer du lien, que ce soit avec leurs collègues ou avec des personnes de leur entourage, voisins, etc.

Nous retrouvons enfin en filigrane la **critique d'une urbanisation "galopante"**, qui a contribué à la désertification des zones rurales, à la congestion des villes (pollution, incivisme, trafic, etc.) et au maintien d'une centralisation jugée inefficace.



## Enseignement à distance

**Rappel du questionnaire :** « Les participants au questionnaire ouvert ont été plutôt réservés sur les bénéfices de l'enseignement à distance. *Est-ce que la pratique de l'enseignement à distance pour vous ou vos enfants a bien fonctionné ? Faut-il continuer à utiliser ce type d'outil quitte à l'adapter ? Faut-il au contraire ne pas chercher à maintenir cette forme d'éducation en ligne ?* »

### Enjeux clés

Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- **Mieux équiper les élèves** en matériels informatiques sans conditions de ressources.
- **Former les enseignants aux pratiques d'enseignement à distance** et au digital (savoir-faire, rythmes, meilleures pratiques, etc.).
- **Distinguer enseignement primaire et secondaire** face au numérique.
- **Maintenir un équilibre « présentiel – distanciel »** dans les enseignements
- **Faire clairement la distinction entre les savoirs nécessitant la proximité d'un enseignant et les savoirs pouvant être dispensés virtuellement.**
- **Revisiter la philosophie du tronc commun obligatoire face aux matières optionnelles.**
- **Lutter grâce au digital contre la désertification de certaines régions** en pénurie d'établissements de formation.
- **Aborder différemment la question des enfants en difficulté** sans imposer un système à tous excluant le distanciel.

### Exemples de propositions citoyennes discutées :








Développer le recours à l'enseignement digital pour **résoudre le problème du remplacement instantané des enseignants en arrêt maladie.**



Maintenir les **Travaux Dirigés et les conférences en présentiel dans les universités.**



**Adapter les horaires de cours en alternant** les moments présentiels et les moments de travail à distance de la manière la plus flexible possible.

-  **Concentrer les cours en présentiel sur les savoirs essentiels** (écrire, s'exprimer à l'oral, compter, raisonner, utiliser le numérique, etc.).
-  **Responsabiliser les élèves sur le choix d'un plus grand nombre de matières optionnelles** afin de renforcer la motivation à apprendre.
-  **Inciter les établissements universitaires proposant des enseignements "rares"** (non disponibles dans les plus petites universités) à **proposer une solution d'enseignement à distance** afin de garantir l'égalité des chances.
-  **Mettre à profit les avantages du télé-enseignement en gain de temps passé dans les transports ou à la cantine pour le réinvestir dans d'autres activités** (sport, lecture, bricolage, jardinage, bénévolat, implication civique, etc.).
-  **Traiter séparément le problème des décrocheurs et des enfants sans accompagnement familial** en imaginant des espaces d'accueil informatisés, un soutien scolaire individualisé avec des enseignants bénévoles et un véritable service d'aide à l'enfance.

## Controverses !



*"Les langues, travaux pratiques, histoire, lectures diverses, arts, musique, sports, chimie, biologie devraient être optionnels, enseignés dans des salles dédiées hors cursus de base ou privatisés en dehors de l'enseignement primaire et secondaire et/ou enseignés à distance. Les enseignants auraient alors des élèves plus à l'écoute de la matière choisie et non imposée." - Ronald D.*

*"Les pays nordiques, l'Allemagne, l'Amérique du Nord ont depuis longtemps concentré les cours le matin. Alors que nous continuons à nous abrutir avec des longues journées de cours interminables où 80% des élèves s'endorment." - Ronald D.*



*"Arrêter d'utiliser un support d'apprentissage non durable, le papier, et former dès le plus jeune âge les élèves aux outils numériques. En remplaçant les fournitures scolaires par une tablette ou un ordinateur, on arrive au même budget." - Facebook1021*

### Point de vue de bluenove sur le débat :

L'enjeu de l'accès aux équipements pour les élèves demeure central. La formation des enseignants aux pratiques du digital est également perçue comme un facteur clé de succès. **Les grands clivages concernent la différence de traitement entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire** : les enfants en primaire doivent prioritairement se construire avec les autres, ce qui rend la présence à l'école indispensable. La question du télé-enseignement dans le secondaire est plus clivante : parfois plébiscitée, parfois repoussée. **La formation universitaire quant à elle semble être l'espace idéal** pour un développement de l'enseignement à distance, notamment dans un contexte de meilleure accessibilité aux formations pour les régions moins bien dotées en établissements et en compétences locales de formation.

## Lieux de vie




**Rappel du questionnaire :** « Les sujets de l'aménagement du territoire, de l'habitat, des choix de vie entre la métropole, la ville moyenne ou la campagne sont ressortis comme des préoccupations importantes dans le questionnaire ouvert. À la lumière de ces deux mois de confinement, pensez-vous qu'il serait préférable, idéalement, de vivre plutôt dans les territoires ou dans les métropoles ? Que faudrait-il proposer pour rendre possible la vie à la campagne et faciliter une nouvelle répartition des lieux de résidence au sein de la population ? »







### Enjeux clés

Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- Accentuer la décentralisation grâce au développement du télétravail.
- Développer les conditions d'accueil en zones rurales (Internet, scolarité, services médicaux, tiers lieux et co-working, associations d'accueil et de mise en relation, etc.)
- Développer les "centres de vie" en campagne (regroupement des commerces et services essentiels)
- Favoriser la desserte des transports publics pour désenclaver les territoires.
- Développer l'intergénérationnel (cohabitation de jeunes, d'actifs et de seniors) dans les territoires ruraux ou semi-ruraux
- Développer une politique d'alternance et d'apprentissage dans les régions éloignées promue par les écoles et les universités.
- Décélérer les rythmes afin de faire naître de nouvelles convivialités et afin de retrouver du temps pour soi et pour ses proches .
- Végétaliser les villes et aménager les toits urbains.

### Exemples de propositions citoyennes discutées :

-  **Instaurer des pratiques frugales de livraison à domicile** encourageant les commandes groupées sur Internet au détriment d'une succession de micro-livraisons en augmentant progressivement le prix des livraisons sur le même mois.
-  **Développer dans les villes "la 5ème façade"** (les toits) en y aménageant plus systématiquement des potagers urbains, des extensions résidentielles ou tertiaires, des places publiques haut perchées, des infrastructures sportives, des jardins suspendus, des canopées urbaines, sur le modèle de la Cité Radieuse de Le Corbusier.
-  Permettre un assouplissement des contraintes administratives (permis de construire, normes, etc.) afin de favoriser l'auto-construction de petites unités de logements en campagne et donc l'accès à des "résidences secondaires" modestes dont le coût ne dépasserait pas un seuil très abordable.

-  **Interdire la livraison gratuite des grandes plateformes de commerce en ligne** afin de limiter la concurrence avec les circuits courts pénalisés par les frais logistiques.
-  **Développer un système de “bourse d’échange en matière d’emploi public”** permettant de rapprocher des agents de leur lieu de vie pour des postes aisément “substituables” ou basés sur des compétences normées (ex : jardinier en espaces verts vivant au nord de Paris et travaillant au sud qui échangerait son poste avec un jardinier vivant au sud et travaillant au nord).
-  **Créer une césure stricte entre villes et non-villes** en traçant une ligne de littoral au-delà de laquelle aucune construction ne serait autorisée afin de limiter l’expansion perpétuelle des villes et la conurbation (limite entre campagne et ville matérialisée par une promenade, des parcs et des prés, le long des bois, des champs et des maraîchages, etc.).
-  **Imaginer des formules de “confinement périodique”** en instaurant des moments dans le mois sans déplacement (voiture, train, avion) autre que strictement urgents et nécessaires sur le plan sanitaire.
-  **Développer des espaces multiservices dans les zones rurales**, avec centre culturel et de spectacle, café et espace de co-working réunis au sein d’un même endroit qui joueraient un nouveau rôle de « place du village ».
-  **Améliorer la desserte ferroviaire des campagnes**, en augmentant la fréquence des TER et en développant de nouvelles lignes, y compris de nuit.

## Controverses !



*“Concentrer les seniors hors des villes d’emploi, développer des villages pour les seniors” - Ronald D.*

*“Durcissons les amendes et créons des stages de comportement civique pour les personnes prises en infraction de jeter la moindre chose par terre, avec, au bout de la troisième infraction commise, un stage obligatoire de comportement civique.” - Elodie*



### Point de vue de bluenove sur le débat :

Un débat relativement consensuel, sans controverse notable, mais riche de solutions créatives : Le changement de lieu de vie hésite continuellement entre la radicalité d’un exode massif vers les campagnes et l’option d’une “importation” de la campagne dans les villes (végétalisation, toits fermiers, circuits courts accessibles en centre-ville, frugalité dans les comportements, arrêts momentanés des déplacements, etc.).

Toutefois, les propositions concrètes pour faciliter la vie en zone rurale sont tout juste ébauchées : développer les “centres de vie” en campagne, proposer des formes nouvelles d’habitat intergénérationnel, améliorer les conditions d’accueil en zone rurales (notamment pour les familles), sont des sujets jugés clés, mais encore orphelins de réelles solutions actionnables. Le débat sur la vie hors des villes demeure aspirationnel, là où un certain nombre de solutions mentionnées existent déjà pour “verdier” ou ralentir la vie en ville.

# Synthèse du débat : Environnement

## Renoncements et nouveaux comportements

**Rappel du questionnaire :** « La crise sanitaire a eu un impact positif important sur l'environnement (moins de déplacements, moins de consommation, moins de pollution, etc.), mais au prix d'un fort ralentissement économique. À *quelles activités (trajets en voiture, en avion, voyages de courte durée, surconsommation, etc.) seriez-vous prêts à renoncer ou quelles activités accepteriez-vous de diminuer au profit de l'environnement et de l'écologie ?* »

### Enjeux clés

Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- Réviser drastiquement la manière de se déplacer (sujet clé du thème Environnement)
- Créer une prise de conscience des renoncements possibles, tout particulièrement dans le domaine des mobilités: moins de déplacements professionnels, plus de mobilité douce, plus de sélectivité dans nos déplacements de loisirs ou déplacements touristiques, etc.
- Respecter les différentes situations de vie des citoyens dans les décisions politiques relatives au transport "responsable" : prendre le vélo n'est pas possible pour tout le monde (personnes âgées, personnes malades, etc.), renoncer à la voiture n'est pas toujours une option simple pour les familles nombreuses, etc.
- Relocaliser les activités jugées "essentiels" sur les territoires afin d'éliminer de trop fortes dépendances extérieures : alimentation (circuits courts), santé (médicaments et équipements essentiels), éducation, sécurité, défense (à l'échelle européenne).
- Développer le sens civique, le respect des règles et la responsabilité individuelle.
- Responsabiliser davantage les entreprises et les médias dans la protection de l'environnement (en parallèle des efforts à fournir par les citoyens eux-mêmes).






### Exemples de propositions citoyennes discutées :



**Développer le recours au télétravail et à la visioconférence** afin de limiter les déplacements inutiles ou évitables.



**Renoncer aux véhicules les plus polluants en centre-ville** au profit des véhicules électriques ou hybrides et des véhicules partagés (co-voiturage).

-  **Distinguer les grandes villes et métropoles** des autres villes en France pour imposer dans les premières des restrictions de déplacement plus strictes que dans les secondes.
-  **Généraliser une trêve de CO2 lié au transport** consistant à limiter l'usage des véhicules individuels au strict minimum une journée par mois (ou plus) afin de pérenniser les effets positifs du confinement sur la qualité de l'air.
-  **Former dès le plus jeune âge à une culture de la sobriété** dans la consommation des ménages afin de mettre un terme au consumérisme effréné.
-  **Inciter au civisme et aux comportements responsables en créant un système de stage civique obligatoire au bout de 3 infractions commises dans l'espace public** (pratique délétère en matière de déchets, non-respect de l'environnement, dégradation d'un bien commun).
-  **Responsabiliser les médias quant à leur rôle clé dans la conscientisation des citoyens** sur les comportements vertueux sur le plan écologique et sociétal.

## Controverses !



*"L'impact de notre "arrêt " n'a pas été aussi fort que ça car n'oublions pas que les entreprises les plus polluantes du monde n'ont pas été à l'arrêt pendant ce temps, les américains entre autres ont augmenté leurs productions, les centrales nucléaires et autres usines de produits chimiques à travers le monde n'ont pas stoppé leurs activités... Et en France, ce sont les usines de voitures qui ont repris avant d'autres secteurs bien plus utiles à la vie." - Briedeglass*

*"Encore une fois, la France ne sait rien faire d'autre que de taxer et mettre un impôt pour résoudre ses problèmes ? Taxer et surtaxer ne fait que partir les fortunés. Dans ce cas, je veux qu'on arrête de me ponctionner chaque mois 17,5 % pour le RMI, CSG, RSA, et mettre au travail toute une population dont la seule profession est de glaner les aides sociales en tout genre et à vie." - Jean B.*



*"Parce qu'il y a eu une pandémie, comme d'autres se sont produites par le passé, voici ressurgir nos vieux démons catholiques : la pénitence en espérant que le ciel nous délivrera de cette pandémie et ne nous en enverra pas d'autres. Non, ce n'est pas le moment de renoncer à tout ni de se flageller, ni de tout interdire, ni d'imposer le vélo à tout le monde, ni d'interdire de se déplacer ou de partir en vacances." - Rb 92*

### Point de vue Bluenove sur le débat :

Les échanges citoyens ont mis en avant la polarisation du débat sur l'environnement entre les partisans d'une écologie punitive (interdiction, fiscalisation) ou comportementale (sobriété des modes de consommation et de déplacement) d'une part, et les défenseurs d'une liberté d'agir respectueuse de la responsabilité individuelle d'autre part.

Par ailleurs, on notera le caractère plus incantatoire de cette thématique, moins riche en propositions concrètes que la plupart des autres thèmes. Certains citoyens ont toutefois partagé des listes d'actions vertueuses à promouvoir, dont le niveau de granularité est trop spécifique pour que ces éléments puissent être repris dans cette synthèse générale.

# Synthèse du débat :

## Place de l'État et rôle du citoyen

### Contrôles et libertés, responsabilité individuelle

**Rappel du questionnement :** « En réaction à la crise sanitaire, l'État a mis en place des restrictions importantes sur les libertés, avec un contrôle fort du respect de ces restrictions. Entre respect et défiance, les citoyens ont réagi différemment. *Ils posent notamment la question du bon niveau d'intervention de l'action publique : centralisé ou décentralisé ?* »

### Enjeux clés







Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- **Accroître la transparence et la sincérité politiques** (savoir dire "on ne sait pas") dans un contexte de contradiction des injonctions de l'État (communication sur les masques, les tests, etc.).
- **Responsabiliser les médias sur leur rôle dans le traitement de la crise sanitaire** (rôle "performatif" des médias qui influencent le réel par la couverture exclusive et anxiogène de la pandémie).
- **Responsabiliser davantage les citoyens** en leur faisant confiance et en se reposant sur leur sens commun et leur libre arbitre.
- **Promouvoir une éducation renforcée à la responsabilité collective** liée au vivre-ensemble (dans quelle mesure je suis aussi responsable du comportement d'autrui).
- **Renforcer les garanties formelles de l'État quant au caractère exceptionnel de la privation des libertés.**
- **Confier au terrain et à l'échelon local le traitement de la crise sanitaire** sur un grand nombre de sujets à impact territorial, avec une participation citoyenne renforcée.
- **Maintenir une cohérence de l'action publique entre l'échelon central et l'échelon local** afin de ne pas complexifier la gestion en démultipliant les niveaux d'intervention et afin de limiter le risque de responsabilité pénale des élus locaux.
- **Inciter l'État à se préparer davantage pour mieux prévenir les prochaines crises sanitaires** (réserves hospitalières, tests et masques, coordination entre les pays, etc.).

### Exemples de propositions citoyennes discutées :



**Responsabiliser davantage les citoyens** en renforçant l'éducation et la sensibilisation à la responsabilité individuelle et collective dans la société.

-  **Mieux réguler la couverture médiatique des événements par des collèges de citoyens ou des instances participatives** permettant de réagir à un traitement jugé inadapté / excessif / exclusif / biaisé de l'information.
-  **Limiter les décisions sur la limitation des libertés individuelles aux "consensus" médicaux et scientifiques** et non au principe de précaution en cas d'incertitude (consulter l'ensemble des médecins et non un comité restreint d'experts).
-  **Segmenter de manière plus fine les situations de privation des libertés en fonction du rapport risque - contrainte** (risque fort, contrainte forte ; risque faible, contrainte faible).
-  **Maintenir un pouvoir centralisé afin de ne pas multiplier les prises de décisions** en s'assurant que les décideurs aient accès à l'information la plus complète possible.
-  **Donner davantage de pouvoir aux municipalités sur les dispositions législatives qui les touchent particulièrement.**
-  **Développer le vote électronique ou le vote par téléphone** afin de voter rapidement sur un très grand nombre de sujets dictés par l'urgence et afin de limiter l'abstention.

## Controverses !



*"J'ai été particulièrement choqué par l'hypothèse consistant à prolonger le confinement obligatoire des "vieux" de plus de 70 ans. On ne prive pas quelqu'un de liberté sous prétexte de statistiques. C'est non négociable." - Rb92*

*"L'interdiction qui m'a le plus choqué est celle d'assister aux funérailles de membres de sa famille. Je pense que c'est la première fois dans l'histoire que l'interdiction d'honorer ses morts est imposée. Et savoir que cette interdiction (qui a été assouplie depuis) a été prononcée sans que la population ait été consultée (...) a probablement été pour moi le moment le plus choquant de ce confinement." - Julien*



### Point de vue Bluenove sur le débat :

Le débat sur la place de l'État et le rôle des citoyens a clairement mis en avant le souci du respect de la responsabilité individuelle dès lors que cette dernière est accompagnée d'une grande transparence de l'État et des médias. Le ton général des échanges est celui d'un appel à différents contre-pouvoirs susceptibles d'encadrer les décisions prises par l'exécutif. A minima, la démocratie se vit comme un système dans lequel les décisions politiques relèvent d'arbitrages explicites, aussi transparents que possible. A ce titre, la question du recours à l'expertise (quels experts ? Pourquoi eux ? Comment sont-ils sélectionnés ?) a été au centre d'échanges nourris. Dans un contexte de crise sanitaire où les divergences de thèses ont été nombreuses, les citoyens en appellent également à une plus grande clarté sur les "consensus scientifiques" lorsqu'ils existent (et à une plus grande honnêteté lorsqu'ils n'existent pas). Enfin, le rôle du local et des territoires est fortement partagé : c'est à un pouvoir décentralisé, au plus proche des réalités du terrain, que la plupart des participants font appel.



## Rôle de l'État




**Rappel du questionnement :** « Pendant la crise sanitaire, l'État a été très présent. De nombreux répondants au questionnaire ouverte mentionnent la nécessité de redéfinir le rôle de l'État. À l'issue de cette crise, souhaitez-vous un État plus protecteur et interventionniste, ou souhaitez-vous au contraire qu'il se concentre sur ses grandes fonctions (justice, défense, affaires étrangères, sécurité intérieure, etc.) ? Quels devraient être les champs d'intervention de l'État demain et quels sont ceux qui devraient lui échapper ? »






### Enjeux clés

Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- Remettre en question l'état d'urgence qui aurait "infantilisé" les citoyens.
- Faire confiance aux acteurs de terrain sans "tout attendre de l'Etat".
- Réviser la responsabilité juridique et pénale des acteurs de terrain qui limite le transfert de compétences au plus près des territoires.
- Respecter un principe de subsidiarité afin de confier aux collectivités les responsabilités pour lesquelles elles ont une compétence et une capacité d'agir supérieures à l'Etat centralisé (Cf. référence faite au modèle d'un Etat fédéral comme le Canada).
- Renforcer la transparence des décisions de l'Etat afin de renforcer la confiance des citoyens.
- Renforcer le rôle de l'UE sur la prévention des maladies et des causes de danger pour la santé physique et mentale, la lutte contre les grands fléaux, et la surveillance, l'alerte et la lutte contre les menaces transfrontières graves sur la santé.

### Exemples de propositions citoyennes discutées :

-  Définir plus strictement les fonctions exercées par l'État et celles exercées par les collectivités et par l'Union Européenne, et interdire à chaque entité d'intervenir dans un domaine qui ne relève pas de sa compétence.
-  Expliquer sur quelles bases sont sélectionnés les experts scientifiques retenus par le gouvernement sur le même modèle que la transparence des médias sur le choix des experts interviewés.
-  Présenter au grand public les divergences de points de vue entre experts, les controverses, les écoles de pensée, les hypothèses clivantes, les groupes d'opinion contrastés, afin de mieux l'informer sur les ressorts de la décision publique.

-  **Gommer de la Constitution le principe de précaution** pour le remplacer par la valorisation du risque et de la prise de responsabilité individuelle et collective.
-  **Développer une démocratie participative "de l'instant"** permettant aux citoyens de s'exprimer sur les décisions et les mesures à prendre à très court terme (par exemple via des consultations flash et instantanées en cours de crise sanitaire).
-  **Créer un Observatoire européen des pandémies** comme il existe un observatoire européen des drogues et des toxicomanies.
-  **Créer des franchises pénales pour permettre aux décideurs politiques d'agir en situation de crise majeure exceptionnelle** (comme il existe des « bacs à sable réglementaires » pour tester de nouvelles offres technologiques en franchise de contraintes juridiques ou administratives excessives).
-  **Assurer une transparence décisionnelle** afin d'expliquer à la population la manière dont l'Etat arbitre et suit / adapte / ignore les recommandations des experts, et afin de dévoiler les paramètres qui entrent en ligne de compte pour aider à la décision publique : impact économique, libertés publiques, éthique, etc.

### Controverses !



*"Quand comprendrons-nous que l'État, c'est nous, et qu'il nous serait bien plus facile de gérer et de contrôler les choses en le faisant au plus près du terrain, loin des arcanes bureaucratiques éloignées de la réalité ?" - Alain B.*

*"Bien sûr, les opérateurs de terrain à l'échelle locale doivent être consultés et avertis en priorité des décisions mais leurs prérogatives se situent surtout à d'autres niveaux (transports, écoles, bâtiments, routes...)" - ESBA*



#### Point de vue de bluenove sur le débat :

**Cette thématique a fait l'objet d'un débat plus technique** car il est notamment traversé par un principe politique complexe dit de « subsidiarité » selon lequel une autorité centrale ne peut effectuer que les tâches qui ne peuvent pas être réalisées à l'échelon inférieur. Le principe de subsidiarité veille donc à rechercher le niveau hiérarchique pertinent auquel doit être conçue une action publique. De l'Europe à la France, de la France aux régions, des régions aux maires, des maires à la responsabilité individuelle. Le mot d'ordre citoyen semble être : l'échelon local autant que possible !

**A également été abordée l'épineuse question de la responsabilité juridique des élus**, et pour reprendre l'expression consacrée dans le débat, du « *trouillomètre* » qui aurait été à l'origine d'un grand nombre de décisions publiques sanitaires face à la crainte d'accusations ultérieures.

Il est intéressant de noter que, tout comme dans le débat public Médias et Citoyens lancé par bluenove en partenariat avec 12 grands médias français, **la question de la légitimité des expertises scientifiques aura polarisé l'attention des participants**. La transparence dans le choix des experts nommés pour aider à la décision – ou pour la commenter dans les médias – demeure une préoccupation sociétale majeure, qui semble encore irrésolue.

# Synthèse du débat : Inégalités

## Inégalités face à la crise




**Rappel du questionnement :** « Inégalités face au temps libre, face au télétravail, face à l'accompagnement des enfants dans l'enseignement à distance, mais aussi face au pouvoir d'achat, etc. Selon vous, quelles sont les inégalités qui ont été renforcées par la crise sanitaire ? Lesquelles doivent être réduites en priorité ? »




### Enjeux clés

Les principaux enjeux évoqués par les participants sont les suivants :

- **Lutter contre la fracture numérique et "l'illectronisme"** (accès aux savoir-faire d'utilisation du numérique), faciliter l'accès aux outils numériques (disposer des outils en quantité suffisante par famille).
- **Mettre un terme aux disparités d'accès à la fibre et au haut-débit sur les territoires.**
- **Affirmer une meilleure égalité femme-homme dans la répartition de la charge mentale associée au confinement** (répartition des tâches ménagères, etc.).
- **Renforcer l'égalité de l'accès au télétravail entre les emplois et les secteurs.**
- **Réduire les inégalités de logement** en luttant contre le mal-logement ou les logements dont les tailles sont inadaptées par rapport au nombre d'occupants.
- **Poursuivre les efforts de protection et de logement des sans-abris** lors de crises sanitaires.
- **Mieux accompagner les personnes en situation de handicap** pendant les périodes où les aides à domicile ne sont pas mobilisables.
- **Lutter contre le fossé qui sépare les pays ultra-connectés des pays sous-équipés en numérique à l'échelle des relations Nord - Sud.**

### Exemples de propositions citoyennes discutées :

-  **Fournir des outils numériques** (tablette par exemple) **avec clé internet pour limiter les inégalités d'accès au numérique à l'école** (à faire prendre en charge par l'Etat et/ou les collectivités locales).
-  **Revoir les plans d'urbanisme afin de privilégier dans la construction neuve de logements sociaux des espaces extérieurs** (balcons, terrasses, aires de jeux).
-  **Accélérer le déploiement systématique de la fibre et du haut-débit** pour limiter la fracture numérique entre les territoires.

-  **Réquisitionner des logements inhabités pendant des périodes exceptionnelles** nécessitant une prise en charge des sans-abris ou des mal-logés.
-  **Améliorer la prise en charge des soins pour les personnes en situation de handicap par les auxiliaires de vie** qui interviennent à domicile lors des épisodes de crise sanitaire.
-  **Réduire la taxe foncière pour la majorité de la population et l'augmenter pour les patrimoines plus élevés** en créant un impôt sur le patrimoine qui tienne compte du patrimoine "net des emprunts bancaires".

## Controverses !



*"A la difficulté de l'isolement social, sont venus aussi s'ajouter la rupture du lien avec l'école, la difficulté de faire des recherches ou d'écrire son mémoire, l'impossibilité d'occuper les enfants sur un écran pendant qu'on travaille sur un autre. Pour les plus modestes, ce n'est pas le fait de ne pas avoir utilisé le numérique qui a posé un problème. C'est le fait de ne pas avoir les moyens d'avoir un ou plusieurs écrans qui a empêché l'apprentissage ou la poursuite sereine des études." - Delphine H.*

*"Certaines études montrent qu'en temps normal les ouvriers consultent moins de médecins spécialistes que les cadres et les professions libérales. Il y a donc fort à parier que lorsque les symptômes se déclareront, les catégories modestes seront moins promptes à appeler le 15 que les catégories supérieures... Dans ce cas précis, il ne s'agit pas tellement d'inégalité mais bel et bien d'une fracture." - B.C*



*"Le déséquilibre de responsabilités dans un couple ne dépend pas de la crise Covid et du confinement. Ceci n'aurait dû que s'améliorer puisque les deux parents avaient le même temps libre : donc on fait ensemble, on inverse un jour sur deux, une semaine sur deux, ou bien le plus instruit s'occupe des enfants et l'autre d'autre chose. Si on ne peut pas s'entendre, la Société n'y peut rien... Et elle a d'autres choses à faire." - ESBA*

### Point de vue Bluenove sur le débat :

**Les questions liées à la fracture numérique et au mal-logement (logements exigus) accaparent l'attention des participants.**

**Sur le plan numérique, ce sont surtout les conditions matérielles** (ordinateurs, fibres, connectivité) et les coûts d'équipement qui sont au cœur des échanges. Devenu quasiment indispensable en période de confinement, de télétravail, d'école à la maison ou de vie à distance, le numérique est littéralement devenu un enjeu sociétal. Notons que la question de la 5G n'a pas été évoquée dans les débats.

**Sur le plan du logement, l'inégalité profonde entre ceux qui vivent en appartement et ceux qui vivent en maison individuelle** (avec jardin) est bien entendu en filigranes, même si aucune "proposition" concrète n'est exprimée pour amoindrir ces différences. La situation spécifique des sans-abris a été discutée car elle est apparue choquante dans le contexte d'un "confinement rendu impossible".

**Les inégalités relatives au capital culturel des parents face à l'enseignement à la maison** sont constatées, sans faire naître non plus de véritables débats quant à la manière d'y remédier.

**Enfin, on notera que le thème des inégalités femmes-hommes dans le contexte particulier de la vie à deux a été très peu traité**, soit parce que les participants ne l'ont pas identifié comme une problématique exacerbée par la crise sanitaire, soit parce qu'ils n'ont pas identifié de levier d'action pour le traiter.

# Synthèse du débat :

## Activités et métiers essentiels









**Rappel du questionnement :** « Lors de la crise sanitaire, la question de l’approvisionnement dans les domaines essentiels (médicaments, matériels de santé, produits sanitaires, produits de première nécessité...) est devenue cruciale. La crise sanitaire a également mis en lumière des métiers essentiels à forte “utilité sociale”, qui sont devenus des “premières lignes”. *Quels enjeux clés liés à la mondialisation et à l’utilité sociale mettre en avant et quelles premières solutions envisager ?* »

### Enjeux clés

Les principaux enjeux discutés entre les participants sont les suivants :

- **S’accorder sur la définition des secteurs stratégiques** (Santé, Éducation, Défense, Agriculture, Transport, Énergie, etc.).
- **Réduire la dépendance vis-à-vis des pays étrangers** et la perte de savoir-faire
- **Trouver la bonne répartition des clés de relocalisation entre la France et l’Union Européenne** (ancrer notamment les grands projets de recherche et développement à l’échelle européenne et non strictement nationale).
- **Changer nos modes de consommation en acceptant de payer plus cher un produit fabriqué en France.**
- **Limiter les relocalisations aux produits dont les coûts de fabrication en France ou en Europe restent “raisonnables”.**
- **Diversifier les sources d’approvisionnement** à l’importation lorsque la relocalisation industrielle n’est pas possible ou trop coûteuse
- **Lutter contre l’obsolescence programmée** en resserrant les contraintes techniques dans les cahiers des charges des produits importés (et rééquilibrer ainsi les termes de la concurrence internationale)
- **Définir clairement ce qui relève des métiers essentiels** (vente/alimentation, soins physiques et psychologiques, professions médicales, formation et enseignement, recherche, hygiène, traitement des déchets, etc.).
- **Mieux rémunérer l’ensemble des professions essentielles** (“en première ligne”).
- **Renforcer les hôpitaux en personnels et en moyens matériels** (équipements, infrastructures).

## Exemples de propositions citoyennes discutées :

-  **Donner la priorité au développement en France des usines nécessaires à la pleine indépendance des hôpitaux et de l'industrie pharmaceutique française.**
-  **Renforcer prioritairement les circuits courts agricoles** au niveau national et développer les filières locales ainsi que les aliments bio.
-  **Diversifier nos sources d'approvisionnement** afin de ne pas dépendre d'un seul pays, notamment pour les productions dont la relocalisation serait trop coûteuse.
-  **Créer un organisme d'État transverse aux ministères qui serait exclusivement en charge de surveiller les produits et services indispensables à la vie de tous les jours** lors de crises majeures sanitaires, situations de guerre, catastrophes environnementales / écologiques / météorologiques.
-  **Imposer une durée de vie minimale ou un taux d'usure acceptable des produits manufacturés à l'étranger**, des matières premières plus résistantes, des méthodes d'assemblage, de réparation et de maintenance différentes, une capacité de déconstruction à 100% de certains produits intensifs en assemblage (véhicules, électroménager, etc.).
-  **Instaurer des quotas de patients par aide-soignant ou établir une norme minimale de personnels "au chevet" des résidents des Ehpad** : 60 soignants en équivalent temps plein pour 100 personnes âgées afin de ne pas créer de surcharge de travail non soutenable (le ratio est aujourd'hui de 24,5 aides-soignants, aide médico-psychologique ou assistant de soins en gériatrie pour 100 résidents. Il est de 6 pour 100 personnes âgées, pour les infirmiers).
-  **Réduire le temps de travail des emplois à forte pénibilité** (port de charges, 2x8, 3x8, etc.).
-  **Former les seniors à la télémédecine** afin de transférer les prestations de soins au domicile des aînés et d'en diminuer les coûts.

## Controverses !



“Quelle est la moyenne des salaires des enseignants ? 1800-2300€ nets ? Pas de week-ends ni de jours fériés travaillés, 17 semaines de congés, 35h (...). Soit un taux horaire 2-3 fois supérieur à la moyenne !” - **Ronald D.**

“Je propose que les fonctionnaires soient alignés sur le privé : pour les salaires, pour les cotisations, pour leur avancement, au mérite, avec entretien annuel. En cas d'arrêt maladie, 3 jours de carence comme pour le privé (...). Même système de retraite, même niveau de point, cotisations identiques, trimestres validés... Bref, les mêmes avantages pour tous, public ou privé.” - **Jean B.**



“Après mai 68, le smig avait été revalorisé de 35%. Le moment semble pertinent de proposer une hausse significative des "petits" salaires qui ont été les "grands" sauveurs du confinement.” - **DH.**

### Point de vue de bluenove sur le débat :

Le débat a permis de problématiser deux questions essentielles :

- **L'impact de la relocalisation de la production en France sur le prix de vente du produit.** Si l'inflation des coûts de fabrication n'est pas remise en cause, elle est combattue de différentes manières : soit par une « concession » des consommateurs acceptant – pour ceux qui le peuvent – de financer le renchérissement, soit par une recherche de diversification des pays producteurs du bien en question afin de limiter les risques de dépendance.
- **La définition à la fois des « secteurs stratégiques » à relocaliser et des métiers jugés « essentiels » à revaloriser.** Avec la prise de conscience du caractère conjoncturel de cette définition (les secteurs clés d'après-demain seront-ils de même nature ? Les premières lignes de la prochaine crise sanitaire, écologique ou économique seront-elles les mêmes ?).

**Au-delà des propositions qui ont émergé, nécessairement partielles, nous retiendrons la vertu d'une parole citoyenne qui va au-delà des injonctions génériques de type « il faut relocaliser » ou « il faut reconnaître les métiers essentiels ».** Relocaliser la production suscite en effet, par exemple, de nombreux questionnements sur l'acceptabilité économique, sociale et environnementale de l'intention, voire sur son bilan global (acceptabilité réelle d'une hausse des prix, acceptation des riverains face à l'implantation d'une usine à proximité, bilan objectif en termes de création d'emploi dans des contextes de fabrication largement automatisée, etc.).

# Imaginons le monde post-Covid-19 :

## Les récits de participants

À travers cet exercice d'écriture d'imaginaires, les participants étaient invités à s'interroger sur leur monde idéal, à moyen-terme, dans un monde "post-Covid". La consigne mentionnait également la problématique environnementale, mais les sujets abordés par les récits se sont révélés en réalité bien plus larges. Voici les grands enseignements de cet exercice :

**Tout d'abord, les participants ont exprimé la possibilité d'un changement qui a pour origine les individus eux-mêmes**, plutôt que des entités tierces comme les États ou les entreprises.

**Le sujet de l'environnement est apparu comme un élément central.** La crise est souvent vécue comme un « appel de la planète » pour que nous inventions un nouvel équilibre. Plus concrètement, les participants ont imaginé **une protection environnementale du quotidien**, en particulier sur les sujets de la **mobilité** (développement des mobilités douces comme le vélo, interdiction ou fin de la voiture individuelle, remplacée par des parcs automobiles partagés, développement de nouveaux systèmes de transport moins polluants, etc.) et de l'**habitat** (installations d'infrastructures privatives d'énergies renouvelables, interdiction des piscines individuelles, mise en place de jardins mutualisés, etc.). Derrière cette dernière notion d'habitat, on retrouve le besoin d'un retour au vert, à la nature, avec parfois la perspective d'un déménagement à la campagne.

*"Mon vélo prône fièrement dans mon entrée. Électrique, il se recharge à l'éolien, grâce à l'installation effectuée sur mon toit et aux aides gouvernementales. Mon casque, lui, pèse 10 grammes et a été réalisé avec des déchets recyclables. Il clignote quand la luminosité diminue grâce à des capteurs ultraviolets"*

**La thématique du retour aux sources, la volonté d'une vie paisible, se dessinent en trame de fond de toutes les histoires.** Les participants imaginent une "slow life", où il est davantage possible de prendre son temps, et où le travail occupe une part relative moins importante. Laisser chacun évoluer à son rythme, diminuer le temps de travail, encourager la multi-activité, avec par exemple du temps en entreprise et du temps en association à but non lucratif, ou même mettre en place un revenu universel national ou mondial sont des propositions qui émergent des mondes désirables exprimés par les participants.

*"Le revenu universel mondial pour tous les êtres humains de cette planète. Nous laisser choisir notre histoire, notre destin. Briser la pauvreté, la délinquance, la jalousie... Nous permettre de vivre comme nous l'entendons."*

**Beaucoup de contributeurs semblent avoir l'impression d'être prisonniers d'un système à la fois productiviste, capitaliste, consumériste et individualiste, et veulent renouer avec une vie plus authentique.** La sensation d'arriver à l'épuisement d'un système (plutôt qu'à son effondrement) s'exprime très souvent dans les propositions des participants.



*“Le problème de la plupart de gens est qu'ils ne sont plus des rêveurs.”*

Le **“local”** est particulièrement mis en avant : commerces de proximité, hôpital à taille humaine, retour à la pratique des marchés de villages, voire au troc, développement des associations locales (aides aux jeunes, médiation culturelle, soutien de l'agriculture, etc.), **les participants veulent se recentrer sur leur lieu de vie**. La valeur de « proximité » mise en avant dans l'analyse des 3 valeurs cardinales de la consultation Notre Nouvelle Vie se révèle à plein dans l'exercice d'écriture fictionnelle. Les habitudes de consommation décrites dans l'imaginaire des participants suivent également cette dynamique : davantage de “fait maison”, moins de “malbouffe” et de commandes en ligne auprès d'entreprises peu vertueuses...

*En 2030, “on a compris que réserver l'investissement aux riches, c'est creuser les inégalités.”*

Plus que de simples consommateurs, les participants aspirent à être de véritables acteurs de l'économie locale, en développant par exemple le financement contributif - par les habitants - des commerces de proximité. Il s'agit plus largement de développer de nouveaux modèles de finance participative, où chacun est encouragé à investir des sommes même modestes dans des entreprises ou organisations sélectionnées en fonction de leur histoire, de leur engagement social et environnemental, de leur valeur contributive à la planète, etc. **Toujours dans le domaine économique, les participants décrivent la fin des “bullshit jobs” au profit de métiers apportant une réelle utilité sociale** ainsi que le développement de sociétés coopératives, organisées comme des fédérations avec des comités locaux, où chaque salarié devenu « membre co-responsable » de l'entité pourrait bénéficier d'un droit de vote et avoir un impact sur les orientations stratégiques de l'organisation.

*“Redonner à tous l'espoir d'être écoutés”*

Plus généralement, les citoyens souhaitent être consultés plus largement, à travers, par exemple, davantage de référendums, une démocratie plus participative et consultative (notamment à l'échelle locale) et des comités de citoyens généralisés, y compris à des échelles jusqu'à présent inusitées.

*“Tiens, le comité de citoyens mondial a décidé de supprimer 3 mots du dictionnaire : frontière, religion et guerre : c'est vrai que ça fait 8 ans qu'ont été abolies les frontières et les religions...”*

## Valeurs plébiscitées dans les récits fictionnels

Unité	Paix	Partage
Engagement	Empathie	
Respect	Humanisme	Liberté

## “2030, tous banquiers ?” - Récit de susana



Une société faite de banquiers ? N'importe quoi ! Il faut bien que quelqu'un travaille, cela n'est pas crédible, même pas dans un récit de science-fiction...

D'accord, j'aime bien les exagérations, je ne peux pas m'en empêcher.

Mais nous sommes bien en 2030 et la société a changé. J'ai financé ma boulangère, mon pizzaiolo, mon bar du coin. Car je crois en eux (et surtout car j'y vais souvent !). J'ai aussi financé une start-up qui fait des panneaux solaires qui sont comme une seconde peau, tous souples. J'avoue que je n'ai pas tout compris, mais ce n'est pas très grave, les porteurs de projet avaient l'air hyper motivés et ça se voit qu'ils veulent faire des choses bien pour la planète. Et non, ce n'est pas tout, j'ai également financé le réparateur de vélos qui vient d'ouvrir car on a bien compris que le vélo c'est le moyen de transport qui survit à toute crise, donc forcément un bon placement.

Mes voisins aussi ont financé pas mal d'activités du quartier, mais j'évite d'en parler pour ne pas m'énerver. Pourquoi ? Est-ce que vous aimeriez vos voisins s'ils préféreraient la pizza à pâte épaisse et les bars où on ne sert que de la bière industrielle ? Bah voilà, vous me comprenez. Le seul intérêt c'est que du coup il a 2 pizzerias dans la rue et qu'il y a donc moins de queue quand j'ai une envie subite !



Nous ne sommes donc pas tous devenus des banquiers. Mais nous sommes tous devenus des financeurs de nos commerces et services de proximité. Car nous avons découvert que les banques n'utilisaient pas notre argent de manière très éthique. Je sais bien que ce n'était pas vraiment une nouveauté, mais la prise de conscience globale n'a eu lieu que quand on a découvert ce qui était financé exactement et l'impact que cela a pu avoir sur les crises successives que nous avons vécues ces dernières années. Surtout la grosse crise de 2023, une vraie catastrophe celle-là. Des têtes sont tombées, les banques ont été obligées de changer leurs politiques de placement, de les rendre transparentes. Celles qui ne l'ont pas fait ont souffert de pertes colossales.



En parallèle, les gens ont commencé à chercher des alternatives. Et alors qu'on était plutôt en retard sur la finance alternative vis-à-vis des anglais, des allemands, des américains... on est passé à la vitesse supérieure en un clin d'œil ! Des plateformes d'investissement et de prêt comme We Do Good, Lita, Wiseed, Solylend, jusqu'ici plutôt utilisées par des investisseurs plus ou moins aguerris, ont été prises d'assaut.

Tout le monde voulait que son argent soit placé à côté de chez soi. Certains commerçants ont même été harcelés pendant un petit moment car ils n'étaient pas encore présents sur une plateforme et ce n'était pas possible de les financer. C'était de la folie. Il y a eu quelques dérapages, mais on n'en parlera pas, ce n'est pas ça que l'Histoire retiendra.

Allez dans la rue, posez la question à chaque personne que vous croisez. La majorité vous citera facilement 5 entreprises dans lesquelles elles ont placé de l'argent. Personne ne vous dira ne pas l'avoir fait. Car on a compris qu'on n'a pas besoin d'être riches pour être investisseurs, au contraire : on a compris que réserver l'investissement aux riches, c'est creuser les inégalités. Elles vous diront que la démocratisation de l'investissement a été un tournant dans leur vie, pas uniquement au niveau financier, mais en tant que citoyens et acteurs de la vie économique locale. Elles sauront aussi vous citer les règles pour limiter ses risques car les plateformes ont joué un rôle qui aurait dû être joué par l'État et les écoles bien avant : celui de l'éducation financière de base.

Et voilà, tout ça m'a donné envie d'une bonne pizza. Je vous invite, si vous voulez. J'imagine que c'est toujours difficile pour vous de le croire, mais ça me fait travailler mes placements ! Pas bête, hmm ?



## “Avant c’était pas bien...” - Récit de Fons71



Il est....

Ah oui c'est vrai j'ai jeté ma montre. Maintenant je me lève quand j'ai mon compte de sommeil : dire que dans le monde d'avant, même avec plusieurs mauvaises nuits, on devait respecter des heures fixes, petit comme gros dormeur.

Je bois mon café maison, avec mon pain maison, mon miel local et mon jus de pomme maison.

Puis je prends mon vélo, pour me rendre sur mon chantier de proximité ; chacun y exerce des tâches en fonction d'abord de ses affinités puis de son talent. Les manuels sont répartis entre maçonnerie, menuiserie, plomberie, Etc. Ceux qui sont plutôt intellectuels sont à l'organisation, aux études, au calcul de besoin.

Mon épouse qui a la fibre sanitaire exerce dans la maison de santé locale. Hier ils étaient 150, mais avec la poussée de grippe ils sont ce matin 300 pour gérer tranquillement l'épidémie. C'est la routine : on part du chantier autant que de besoin pour aider les soignants.



Annexé à cette maison, l'hôpital de proximité accueille son 3ème scanner. Depuis que la santé a été désignée comme priorité absolue, chaque patient est accueilli, entouré jour et nuit par 2 soignants. Le statut d'infirmière ou d'aide-soignante, depuis qu'il a été défini comme privilégié a suscité nombre de vocations. Elles exercent 5h par jour en roulement et 4 jours par semaine. Le reste de la semaine elles choisissent à l'envie entre temps personnel et temps « consacré » (aux anciens aux jeunes à l'agriculture ou à la culture).



5 mots ont été supprimés du dictionnaire, pour marquer la rupture avec le temps passé : riche, pauvre, argent, chômage, retraite.

Mon voisin, qui n'était pas au chantier depuis 4 jours, a eu la visite du « groupe de soutien ». Dans le monde d'avant il était profiteur du système. Aujourd'hui, ces gens sont pris en charge à chaque fois : on vient les chercher, on les encadre et on leur supprime leurs libertés pendant un mois. Radical.

Ainsi en moyenne on œuvre pour le bien-être de tous 20 h par semaine, on a 2 mois de vacances par an, à partir de 50 ans on peut lever le pied.

Il subsiste quand même quelques obligations :

- On ne peut pas prendre l'avion plus de deux fois par an.
- Il n'y a plus de bateaux de croisière.
- Il n'y a plus de piscines individuelles.
- L'été, les baignades sont seulement autorisées en milieu naturel, débarrassé de toute pollution.
- Il n'y a plus de voitures individuelles et avec les voitures du parc de proximité nous sommes limités à 8000 kilomètres par an.



Tiens, le comité de citoyen mondial a décidé de supprimer 3 mots du dictionnaire : frontière, religion et guerre : c'est vrai que ça fait 8 ans qu'ont été abolies les frontières et les religions...

## “La fin de l’emploi” - Récit de Louise M.



*Je me réveille, il est autour de 7 heures, le jour point et le chant des oiseaux est aussi fort que d’habitude alors que mes volets automatiques s’ouvrent. On est le 3 mai 2031, et depuis 3 ans maintenant, je me consacre à mon activité associative d’animation culturelle et sociale auprès des personnes autistes et des seniors.*

*Je me souviens, il y a 6 ans, après la crise économique causée par le CoVid-19 et les tentatives de relance de la machine capitaliste, la perte de mon emploi en call-center. Je cumulais ça avec de la sous-location AirBnB au black de la chambre de mon F2 de Saint-Ouen pour tenter de joindre les deux bouts, et sans ça, je n’avais plus rien.*

*Comme le mouvement des Gilets Jaunes avait continué et repris de plus belle après la fin des confinements et la reprise des métiers « de première nécessité » (nous, prolétaires, ramasseurs de poubelles, employés de restaurants, caissières... Car j’étais caissière aussi au début de ma « carrière » !), j’ai tout lâché et je suis allée sur la ZAD du Vexin. Et on est restés, ZADistes purs et durs et GJ, à défendre le parc naturel contre les projets de « développement local pour la croissance ».*



*Ce mouvement a grandi, on était 1000 sur place, on est devenu 10 000, et on a pris du poids. On s’est organisés, on a appris l’autonomie, on a créé des implantations partout. La République ? C’est nous.*



*En 2027, on a gagné les élections ! Première mesure : mise en place du revenu universel inconditionnel. Que tu sois Bernard Arnault ou Youssouf Traoré sans-papiers, du jour au lendemain, tu as un revenu garanti (et tes papiers si tu vis en France). On a aussi lancé la grève du loyer des multipropriétaires, la mise en place de la propriété d’usage des logements, et globalement, on a libéré les gens du servage capitaliste.*

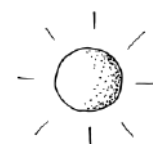
*Et forcément, qui allait travailler en call-center pour vendre des abonnements téléphoniques ? Ces métiers-là ont disparu, non parce que le progrès les avait remplacés, mais parce que les gens ont dit NON aux bullshit jobs.*

*Moi, je travaille pour mon asso. D’autres continuent dans leur atelier ou usine. Peut-être qu’ils travaillent moins pour leur patron, font un temps partiel et consacrent une partie de leur temps à des activités tierces bénévoles.*

*On n’a plus besoin de travailler pour vivre. On travaille en vivant. OK, au départ, j’ai profité de mon temps de repos et de mon chômage, puis du revenu universel, pour me reconstruire. J’étais en burn-out et je ne m’en rendais pas compte, car je devais tenir la course.*

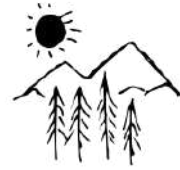
*Mais après quelque temps, forcément, j’ai voulu contribuer de nouveau plus activement à la société.*

*Les corbeaux qui disaient que les gens seraient des fainéants se trompaient lourdement. On travaille d’autant plus qu’on est libres !*



## “Lette d’un lopin de terre” - Récit de cbernard

Préambule : le récit ci-dessous est une lettre d’un lopin de terre pour lui-même. Celle-ci est écrite dans le futur et a pour destinataire son passé. Un mot d’avenir.



### Le cycle des trois saisons.

Cher moi des années 20,

Ça y est, on y est ! Je suis soulagé de pouvoir t’écrire sur ce que je vis présentement.



Le mois d’octobre bat son plein, mais sache que le printemps est déjà là. Les cerisiers sont en fleurs. Je n’ai cependant pas vu beaucoup d’abeilles, elles se font rares depuis quelques années. Les feuilles ne sont déjà plus jaunes. Elles n’ont pas fini leur course dans ma parcelle. Les feuilles qui m’effleurent, ce n’est plus qu’un joli souvenir.

On aura vécu grâce à eux des moments magnifiques ; les arbres prenaient racines, le bétail sauvage se nourrissait de mes offrandes, nous ressentions les amours de jeunesse batifoler sur ma peau. On aura aussi souffert de leurs pas, de leurs poids. Parfois une moissonneuse, parfois des immeubles. C’est toujours mieux qu’une mine tu me diras. Tu te rappelles à quel point tu en a pris des coups, tu te souviens comment c’était.

Ceux qui me piétinent ont connu les guerres, les crises démographiques et sanitaires... Ces humains t’ont oublié.

Les avertissements de notre Mère – tels que les crises biologiques, le dérèglement climatique, les inondations, etc. – ont porté leurs fruits. Ceux qui avaient pu me rejoindre ont innové dans leur mode de consommation.

Tu ne vas pas le croire ? Ils avaient délaissé leur tendre et bien-aimée ville. Ils me regardaient de nouveau. J’ai appris la nouvelle qu’au fur et à mesure. Comme tu peux te l’imaginer, je n’avais pas encore la fibre dans ma chair.



Mais ils n’ont pas pu tous échapper à leur rythme effréné pour venir me retrouver ; ils ont abandonné les plus pauvres, ils ont renforcé les inégalités dans une individualité exacerbée. Tout cela pour une vie qu’ils n’ont jamais souhaitée.

Mais reste optimiste ! Tu as connu de beaux jours, le ciel s’assombriera prochainement mais leur résilience te sauvera. Certains ont tout fait pour veiller sur toi. Maman était leur unique maison, leur unique radeau de survie.



Je ne peux pas te promettre que les vingt prochaines années seront les plus belles mais j’ai hâte que tu me rejoignes. Ce que l’on a aujourd’hui est plutôt agréable : il y a la mer à côté, je ne l’avais jamais vue. Lorsqu’elle est arrivée, je les ai vus partir précipitamment, je ne sais pas trop où ils sont ; certains disent qu’ils reviendront. J’espère qu’ils n’ont pas été faire ça ailleurs.

Moi-même, 2040.

# Mots de conclusion

**Notre Nouvelle Vie** aura été l'une des principales consultations citoyennes menées pendant la crise sanitaire du Covid-19. Avec 60 000 contributions, elle représente plus de 60% de l'ensemble des 12 consultations citoyennes ayant eu recours à l'expression libre nées à partir de mars 2020 au moment du confinement. Dans l'analyse de la parole citoyenne commanditée par le Président Emmanuel Macron et réalisée avec le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) début juillet 2020, **les propos des audiences naturelles de TF1, LCI et Sciences Po ont donc pesé**, et il n'est pas étonnant de voir le fort niveau de convergence entre la synthèse faisant l'objet du présent rapport et les grands enjeux sociétaux ayant été relayés auprès de l'Exécutif afin d'alimenter la feuille de route présidentielle.

## Que retenir donc de cette expérience consultative Notre Nouvelle Vie ?

Sur la forme d'abord, Notre Nouvelle Vie aura pris les atours d'une **consultation multi-format tout à fait singulière**. Initiée par un questionnaire quasi-exclusivement composé de questions ouvertes, poursuivie par une mise en débat des enjeux ayant suscité le plus de "traction" dans les réponses au questionnaire, et complétée par un exercice d'écriture de scénarios fictionnels sur le monde d'après. En somme, trois formats pour trois natures de contributions citoyennes : "**la liste de mes envies**", préférences et doléances personnelles, puis une "**mise en commun**" par l'entremise du débat et de micro-joutes *pour* ou *contre*, avec leur lot de controverses et d'opiniâtetés, et le recours exploratoire à "**Bright Mirror**", l'**antidote aux dystopies** permettant d'imaginer des futurs désirables.

Sur le fond ensuite, on retiendra, dans l'esprit citoyen, la primauté absolue de la transition écologique. Consensus fondateur, socle universel, l'impératif environnemental est le fil rouge de tous les échanges.

On retiendra l'expression de **trois valeurs cardinales** qui transcendent l'ensemble des propos citoyens : l'**humanité** - pour davantage de lien social, d'empathie et de solidarité -, la **proximité** - pour plus de local afin de renouer des liens d'utilité au sein des territoires, et la **responsabilité** - pour un monde adulte qui refuse l'égoïsme et l'individualisme, et qui réinvestit le sens du bien commun et de l'intérêt général.

On retiendra qu'au travers de ces trois valeurs, les citoyens ont renforcé et affiné les trois valeurs cardinales **mises en avant par les contributions libres du Grand Débat National** (solidarité, proximité, citoyenneté). La valeur humanité intégrant la solidarité, la valeur responsabilité intégrant la citoyenneté, la crise du Covid-19 aura donc dessiné un monde d'après dans lequel les citoyens sont prêts à prendre leur juste part, "à faire colibri", là où lors du Grand Débat National, ils appelaient de leurs vœux l'aide de la puissance publique.

On retiendra l'importance d'un nouveau **pacte social** au profit d'un rééquilibrage **vie privée - vie professionnelle**. Télétravail, décélération, temps passé avec sa famille et ses proches, une France du retour à l'essentiel.

On retiendra le rôle du **local** et des **territoires**. C'est à un pouvoir décentralisé, au plus proche des réalités du terrain, que la plupart des participants font appel. Circuits courts, relocalisation, services publics, décentralisation, gardons en tête ces quatre expressions clés du monde d'après.

On retiendra une France assumant ses contradictions. Celle qui se bat pour la devise républicaine, mais qui pourrait accepter quelques entorses à la liberté d'agir pour davantage de sécurité face aux pandémies, ou qui pourrait céder à quelques discriminations, fussent-elles positives, afin de protéger les personnes à risques.

On retiendra un **"arbre des enjeux"** qui croît autour d'un tronc commun riche de 5 préoccupations fortement partagées - environnement, santé, relocalisation, déconsommation et famille. Un tronc massif, donc, qui se scinde en **deux branches porteuses de visions complémentaires** : celle qui plaide pour une écologie avant tout dans la sphère privée, dans une France décentralisée (régionale, non jacobine) marquée par la proximité. Et celle qui priorise un rôle renforcé de l'Etat (éducation, santé, justice sociale). Bref, **une France post-Covid au plus proche du terrain**, et une **autre France, beaucoup plus régalienn**e, marquée par un idéal de lutte contre les inégalités et de renforcement du service public (la France du Grand Débat).

On retiendra enfin que l'expression citoyenne est une pratique en devenir. **Après la consultation viendra le temps de la co-construction des politiques publiques**. Il faudra alors changer de méthode, car la seule fréquence d'expression ne sera plus suffisante. Parties prenantes et experts devront être conviés à la table de négociation citoyenne. Puis viendra le temps de la décision collective, sans les travers et les limites du référendum. Puis, plus tard, viendra le temps de l'action collective, quand le citoyen, ne se contentant plus de *penser* l'action publique, cherchera à la *faire*.

*Frank Escoubès, co-fondateur et co-Président de bluenove*

# Annexe

## Le top 100 des préoccupations citoyennes

Les idées citoyennes sont regroupées par grandes thématiques. Chaque pourcentage associé à une thématique correspond à la fréquence d'apparition du sujet dans l'ensemble des réponses de la partie 3 du questionnaire (« Le monde demain »). La somme des pourcentages est supérieure à 100 %, car certaines réponses correspondent à plusieurs idées différentes.

Les **préoccupations** détaillées à droite correspondent à des **sous-thématiques** plus précises exprimées par les participants. Chaque pourcentage correspond à la fréquence d'apparition de l'idée au sein de la thématique à laquelle elle est rattachée. **Seules les 100 premières propositions ont été retenues.** Comme pour les thématiques, il est possible d'avoir une réponse qui mentionne plusieurs préoccupations différentes, et qui sera donc comptabilisée dans plusieurs sous-thématiques.

Rappelons que les pourcentages correspondent à **l'expression spontanée des répondants** (pas de question fermée ou de questions à choix multiples induisant les réponses). **Il est donc parfaitement normal d'obtenir des pourcentages faibles car le champ des possibles dans l'expression citoyenne était immense.**



**Accélérer la transition écologique** 22,1 %

Respecter l'environnement, la nature, la planète	68 %
Réduire la pollution	13 %
Responsabiliser, sensibiliser les citoyens à l'écologie	7 %
Accélérer le développement durable et la transition écologique	7 %
Lutter contre le réchauffement climatique	6 %
Respecter, protéger les animaux	5 %
Développer les énergies renouvelables, l'énergie verte	3 %
Protéger la biodiversité, le vivant	3 %



**Renforcer la démocratie et le civisme** 12,7 %

Renforcer la sécurité	11 %
Renforcer la transparence du Gouvernement	11 %
Responsabiliser les médias	11 %
Repenser la démocratie	8 %



Ecouter la population, prendre en compte les attentes des citoyens	7 %
Responsabiliser les citoyens	7 %
Renforcer le respect des règles, le civisme	5 %
Faire preuve de courage et de volonté politique	5 %
Encadrer le pouvoir des lobbies	4 %
Associer les citoyens à la prise de décision publique	4 %
Changer de constitution	4 %
Avoir recours au référendum	4 %
Changer de Gouvernement	4 %
Rendre la démocratie plus participative	3 %



**Faire évoluer la société vers une consommation raisonnée et de proximité**

14,3 %

Moins consommer	46 %
Consommer local, développer les circuits courts	34 %
Changer nos habitudes de consommation	6 %
Consommer français	5 %
Réduire les déchets	4 %
Réduire le plastique, les emballages	4 %
Changer nos modes de vie vers davantage de sobriété	4 %
Limiter les grandes surfaces	4 %
Consommer durable, responsable	4 %
Limiter le tourisme de masse	3 %
Privilégier une alimentation locale et saine	3 %
Moins consommer	46 %



**Retrouver du temps pour soi et pour les siens**

12,9 %

Passer plus de temps en famille, avec ses enfants	29 %
Prendre le temps de vivre, ralentir le rythme, revenir à l'essentiel	23 %

		Retrouver une vie sociale	18 %
		Passer du temps avec ses amis	10 %
		Voyager	6 %
		Consacrer du temps aux activités artistiques et culturelles	6 %
		Faire plus de sport	5 %
		Changer de lieu de vie, quitter la ville, vivre à la campagne	5 %
		Jardiner	4 %
	<b>Garantir santé et protection sociale aux citoyens</b>	11,1 %	
		Renforcer le système de santé	44 %
		Investir dans l'hôpital public	20 %
		Respecter les mesures d'hygiène	13 %
		Renforcer le système de protection sociale	4 %
		Développer la solidarité intergénérationnelle	4 %
		Revaloriser les salaires des personnels de santé	3 %
		Améliorer la reconnaissance et les conditions de travail des soignants	3 %
	<b>Soutenir l'activité locale et la souveraineté économique</b>	10,2 %	
		Relocaliser la production, soutenir l'industrie française	46 %
		Favoriser la création d'emplois	17 %
		Limiter la mondialisation	6 %
		Limiter les importations	5 %
		Relancer l'économie	5 %
		Soutenir les PME	5 %
		Développer l'économie locale	5 %
		Renforcer notre indépendance économique	5 %
		Taxer les produits importés	4 %



**Améliorer le rapport au travail**

9,9 %

Développer le télétravail	40 %
Revaloriser les métiers utiles, essentiels à la société	18 %
Changer le rythme de travail	10 %
Redonner du sens au travail	8 %
Développer la formation professionnelle	7 %
Réduire le temps de travail	6 %
Trouver un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle	4 %
Soutenir les artisans	4 %
Lutter contre le stress	4 %
Revaloriser le travail	4 %



**Promouvoir la justice sociale et fiscale**

8,2 %

Mieux répartir les richesses	20 %
Réduire les inégalités	10 %
Revaloriser les salaires	9 %
Instaurer un revenu universel	9 %
Développer l'égalité homme/femme	7 %
Rétablir l'ISF, taxer le capital	7 %
Protéger les plus fragiles	6 %
Augmenter le pouvoir d'achat, baisser les prix	6 %
Réduire les impôts et taxes	6 %
Lutter contre l'évasion fiscale, interdire les paradis fiscaux	4 %



**Développer les transports de demain**

6,0 %

Réduire les déplacements personnels et professionnels	30 %
Développer le vélo et les pistes cyclables	21 %
Limiter le trafic aérien, les trajets en avion	18 %
Développer les transports en commun	13 %

			Réduire les transports polluants	12 %
			Développer le transport ferroviaire, le ferroutage	11 %
	<b>Changer de modèle économique</b>	5,0 %	Sortir du règne de l'argent, du profit à tout prix	47 %
			Sortir du capitalisme	19 %
			Mettre un frein à la croissance	14 %
			Renationaliser les grandes infrastructures	12 %
			Changer pour un système économique moins libéral	8 %
	<b>Améliorer l'action de l'Etat et des services publics</b>	4,6 %	Renforcer les moyens pour l'art et la culture	44 %
			Refonder des services publics de qualité	15 %
			Redéfinir le rôle de l'Etat	13 %
			Renforcer le rôle de l'Etat, Etat régulateur, Etat Providence	8 %
			Recentrer l'Etat sur ses missions régaliennes	8 %
	<b>Faire de l'éducation une priorité</b>	3,2 %	Réinvestir dans l'éducation	87 %
			Mieux éduquer et former les jeunes	11 %
	<b>Poursuivre l'aménagement du territoire</b>	2,3 %	Renforcer la décentralisation, donner plus de pouvoir aux régions et aux communes	55 %
			Développer les commerces de proximité	28 %
	<b>Encourager une agriculture locale et durable</b>	2,2 %	Développer le bio, l'agriculture raisonnée	57 %
			Interdire les pesticides	15 %